



Conseil Economique
et Social

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1997/95/Add.2
7 février 1997

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante-troisième session
Point 21 b) de l'ordre du jour provisoire

DROITS DE L'ENFANT

Rapport du Rapporteur spécial chargé d'étudier la question
de la vente d'enfants, de la prostitution des enfants
et de la pornographie impliquant des enfants,
Mme Ofelia Calcetas-Santos

Additif

Rapport de la mission sur la question de l'exploitation sexuelle
des enfants à des fins commerciales effectuée par
le Rapporteur spécial aux Etats-Unis d'Amérique
(9-20 décembre 1996)

TABLE DES MATIERES

| | <u>Paraqraphes</u> | <u>Page</u> |
|--|--------------------|-------------|
| Introduction | 1 - 8 | 3 |
| I. SITUATION DANS LE PAYS | 9 - 29 | 4 |
| A. Causes | 11 - 18 | 5 |
| B. Caractéristiques du phénomène | 19 - 26 | 7 |
| C. Profil des auteurs de sévices sexuels à enfant | 27 - 29 | 9 |
| II. CADRE JURIDIQUE | 30 - 40 | 9 |
| A. Instruments internationaux | 30 - 34 | 9 |
| B. Législation nationale | 35 - 40 | 10 |

TABLE DES MATIERES (suite)

| | <u>Paragraphe</u> s | <u>Page</u> |
|--|---------------------|-------------|
| III. ACTION DES POUVOIRS PUBLICS | 41 - 62 | 12 |
| IV. LE SYSTEME DE JUSTICE PENALE | 63 - 81 | 18 |
| A. Application des lois | 63 - 72 | 18 |
| B. Les procureurs | 73 - 74 | 20 |
| C. Les tribunaux | 75 - 81 | 20 |
| V. ETUDES DE CAS | 82 - 100 | 21 |
| A. Zone frontalière entre les Etats-Unis et le Mexique | 82 - 87 | 21 |
| B. San Francisco | 88 - 100 | 23 |
| VI. LA PORNOGRAPHIE IMPLIQUANT DES ENFANTS ET LE RESEAU INTERNET | 101 - 118 | 26 |
| A. Définition de la pornographie impliquant des enfants | 105 - 108 | 27 |
| B. L'enfant en tant qu'objet | 109 - 113 | 28 |
| C. L'enfant en tant qu'utilisateur | 114 - 118 | 29 |
| VII. ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES ET COMMUNAUTAIRES | 119 - 125 | 30 |
| VIII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS | 126 - 142 | 32 |
| <u>Annexe I</u> LISTE DE CERTAINES DES PERSONNES/REPRESENTANTS D'ORGANISATIONS AVEC LESQUELS LE RAPPORTEUR SPECIAL S'EST ENTRETENU DURANT SA MISSION | | 38 |

Introduction

1. A l'invitation du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le Rapporteur spécial chargé d'étudier la question de la vente d'enfants, de la prostitution des enfants et de la pornographie impliquant des enfants s'est rendu à Washington, à New York, à Tucson, à Phoenix et à San Francisco du 9 au 20 décembre 1996 en vue d'étudier la question de l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales aux Etats-Unis d'Amérique.
2. Le Rapporteur spécial saisit cette occasion pour remercier de sa coopération et de son assistance le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, qui lui a permis de rencontrer des représentants de nombreux secteurs de la société et d'obtenir les renseignements et la documentation dont elle avait besoin pour faire rapport à la Commission des droits de l'homme d'une manière objective et impartiale.
3. Le Rapporteur spécial tient également à remercier le Centre d'information des Nations Unies à Washington, ainsi que le Bureau de liaison du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme/Centre pour les droits de l'homme à New York de l'appui logistique qu'ils lui ont apporté dans le cadre de sa mission.
4. Pendant sa visite, le Rapporteur spécial a rencontré des hauts fonctionnaires des Départements d'Etat et de la Justice, des services sociaux et de la santé, des Administrations des douanes et des postes des Etats-Unis et du FBI, ainsi que des représentants de la police, d'organisations non gouvernementales et d'organismes s'occupant de la protection de l'enfance. Au cours de sa visite à Tucson (Arizona), elle a rencontré des représentants des autorités mexicaines. A San Francisco, elle a eu l'occasion de visiter un centre de détention pour mineurs et de rencontrer des jeunes se livrant à la prostitution dans les rues. On trouvera dans l'annexe I du présent rapport une liste non exhaustive de personnes et de représentants d'organisations avec lesquels le Rapporteur spécial s'est entretenu au cours de sa mission.
5. Le Rapporteur spécial a également rencontré des représentants du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et a participé, à New York, à une réunion de planification stratégique consacrée au suivi du Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales.
6. Dans le cadre de sa mission, le Rapporteur spécial a, en outre, été invité à prendre la parole à la réunion annuelle de l'Association des Etats-Unis d'Amérique pour les Nations Unies tenue à Washington. Elle a également participé aux débats d'un groupe de discussion réuni par le Département de l'information de l'ONU et le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme/Centre pour les droits de l'homme à l'occasion de la célébration de la Journée des droits de l'homme, à New York.
7. Le Rapporteur spécial tient à souligner que le présent rapport est conçu comme une étude de cas concernant un phénomène qui touche la plupart des pays du monde, tant en développement que développés. Le choix du Rapporteur spécial s'est porté sur les Etats-Unis d'Amérique parce que, d'une part, elle avait reçu des renseignements et des documents signalant l'existence de la prostitution des enfants et de la pornographie impliquant des enfants dans

ce pays et qu'elle voulait, d'autre part, étudier l'impact du réseau Internet sur la pornographie impliquant des enfants dans un pays développé. Elle souhaitait en outre s'informer sur les nombreuses initiatives prises aux Etats-Unis, tant par le Gouvernement que par les organisations non gouvernementales, pour combattre ce phénomène.

8. Faute de moyens financiers et de temps, le Rapporteur spécial n'a pas été en mesure de se rendre dans un nombre suffisant de lieux pour pouvoir établir une étude propre à permettre de bien connaître les différents aspects et incidences de l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales dans un pays aussi vaste où les facteurs géographiques, ethniques et culturels influent considérablement sur la nature de ce problème. Elle a par conséquent choisi de se rendre à Washington afin de rencontrer des représentants des départements et organismes fédéraux compétents, à New York et à San Francisco (Californie) en raison de l'ampleur et de la persistance du problème dans ces deux métropoles et à Tucson et Phoenix (Arizona) pour étudier l'incidence des flux transfrontières entre les Etats-Unis d'Amérique et le Mexique sur la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants.

I. SITUATION DANS LE PAYS

9. Selon les travailleurs sociaux exerçant leurs activités à New York, des enfants de 5 à 11 ans sont obligés de se prostituer pour survivre, se procurer de l'argent, acheter de la drogue ou par simple besoin d'affection. Selon les estimations, 300 000 filles et garçons de moins de 18 ans se prostitueraient et seraient exploités à des fins pornographiques aux Etats-Unis d'Amérique ¹. Toujours selon des estimations, sur les 70 millions de personnes de moins de 18 ans que comptent les Etats-Unis, 15 millions (22,7 %) vivent dans la pauvreté ². Il y a en permanence dans la rue plus d'un million d'enfants fugueurs ou rejetés par leurs parents, et un tiers d'entre eux ont quitté leur foyer à cause de sévices sexuels ³.

10. Aux Etats-Unis d'Amérique, le développement récent de l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales et la prise de conscience accrue de ce phénomène font que l'on se pose de nombreuses questions sur les causes de ce problème dans les pays hautement industrialisés.

¹Estimation de l'OIT citée dans Children's Rights, United Nations Backgrounder, Département de l'information, Organisation des Nations Unies, New York, janvier 1996.

²Statistiques compilées pour le Rapporteur spécial par les responsables du Projet relatif aux droits des enfants de l'Association François-Xavier Bagnoud, New York.

³Childhood Ends when Sexual Abuse Begins, The Paul and Lisa Pogranne, Inc., Connecticut, 1996.

A. Causes

11. Selon les informations fournies au Rapporteur spécial lors de ses entretiens, les enfants qui risquent le plus d'être la proie de proxénètes et de rabatteurs et d'être victimes de sévices sexuels appartiennent à des familles d'agriculteurs vivant dans les zones rurales ou dans de petites localités situées dans des Etats du Middle-West, tels que l'Iowa, le Minnesota et le Kansas. Il semble, d'autre part, que le nombre d'adolescentes en majorité blanches issues des classes moyennes qui quittent des régions suburbaines pour se rendre dans les grandes villes - par exemple les banlieues du Connecticut et du New Jersey pour vivre à New York - en quête d'aventures ou de meilleures possibilité de carrières a tendance à s'accroître ⁴. Les autres sources d'exode d'enfants vers des agglomérations urbaines telles que Chicago, San Francisco, Los Angeles, Seattle, Portland et Minneapolis sont les Etats du Montana, de l'Idaho et du Dakota. A cet égard, le Rapporteur spécial regrette de ne pas avoir pu obtenir au cours de sa mission des détails sur le nombre de ces enfants, leur Etat d'origine et leur destination.

12. En réponse à des questions concernant l'incidence des facteurs ethniques, raciaux et de classe sur la répartition des enfants qui vivent dans la rue et/ou qui se prostituent et sont exploités à des fins pornographiques, la plupart des experts ont estimé que ceux qui étaient issus de groupes marginalisés et pauvres étaient probablement les plus vulnérables, encore qu'il ne soit pas possible de confirmer cette hypothèse. En effet, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants semblent de plus en plus toucher tous les secteurs de la société, bien que les causes de ces deux phénomènes varient d'un secteur à l'autre. Si on entend par "famille marginalisée" une famille qui n'est pas capable d'exercer une fonction de cellule familiale, c'est ce type de marginalisation, par opposition à celle résultant d'autres facteurs tels que l'origine ethnique, raciale ou sociale, qui est la principale cause de l'exploitation des enfants.

13. Le Rapporteur spécial a cependant la conviction que la pauvreté, c'est-à-dire le besoin matériel, n'est pas en soi la principale cause de l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales aux Etats-Unis. Ce phénomène peut aussi être imputé à une autre forme de misère, qui est liée non pas à la faim, mais à la soif d'affection. En outre, des facteurs à l'origine de l'exploitation des enfants, tels que l'appartenance à une famille dans laquelle les deux parents doivent travailler pour s'assurer une source de revenu complémentaire et la migration en quête de meilleures conditions de vie, peuvent être aussi imputés à la pauvreté. Le rôle des pouvoirs publics en matière de prévention doit donc consister à revoir et à mieux définir ses priorités politiques et la répartition des ressources de l'Etat.

14. A cet égard, il convient de noter que la plupart des experts que le Rapporteur spécial a interrogés étaient d'avis que la rupture des liens familiaux et les sévices dont sont victimes les enfants au foyer sont les principales raisons pour lesquelles tant de mineurs s'échappent de chez eux et finissent dans la rue. En plus des enfants fugueurs, on trouve dans la rue

⁴Entretiens avec l'Assistant Attorney-General, Mme Laurie Robinson, Département de la justice, Washington, 9 décembre 1996.

des enfants rejetés par leurs parents. Cette constatation est corroborée par les statistiques, qui montrent que 1,2 million d'enfants fuient leur foyer chaque année et que 1 à 3 millions d'enfants vivent dans la rue ou sont hébergés dans des refuges provisoires ⁵. De même, selon des estimations, 21 % des enfants des rues sont des enfants rejetés par leurs parents ⁶. Le Département de la santé et des services sociaux gère à travers le pays 379 refuges pour enfants fugueurs qui accueillent 80 000 enfants chaque année, mais un seul Etat dispose de ressources pour financer un programme d'aide aux jeunes des rues risquant d'être victimes de sévices sexuels.

15. La fuite des enfants de leur foyer est imputée à des facteurs très spécifiques aux pays hautement industrialisés où les deux parents, qui travaillent à plein temps, finissent par s'éloigner de leurs enfants. En outre, comme les enfants et les adolescents ne bénéficient pas d'une attention suffisante à l'école, ils sont très peu intégrés à la vie scolaire. L'absence de toute communication entre les enfants et leur famille et/ou leurs professeurs fait qu'ils se sentent souvent privés d'amour, de soins ou d'affection. A cet égard, le Rapporteur spécial a été informé que dans les "cités dortoirs" à la périphérie des grands centres urbains, où les deux parents se rendent pour y travailler, il a été observé que c'est généralement entre 15 heures et 19 heures, période durant laquelle les enfants ne sont plus à l'école et ne font l'objet d'aucune surveillance, que les adolescentes tombent enceintes et que les jeunes consomment de la drogue. Souvent, ce qui éloigne encore plus les enfants de leur famille et de leur milieu, c'est la possibilité de disposer aisément des objets-symboles de la société de consommation moderne, à savoir les voitures, les téléphones portatifs et les ordinateurs. Ces objets qui permettent aux jeunes d'être plus mobiles font naître en eux la tentation de chercher l'aventure loin de leur foyer et de leur quartier.

16. On peut déduire de ce qui précède que si, dans un pays développé comme les Etats-Unis d'Amérique, des enfants quittent leur foyer, ce n'est pas pour gagner de l'argent en se prostituant ou en acceptant d'être exploités à des fins pornographiques, mais pour avoir de la compagnie, se distraire et être aimés. De même, comme indiqué plus haut, la nouvelle tendance des adolescents appartenant à des familles de classe moyenne à se prostituer pour pouvoir s'offrir des vêtements à la dernière mode et les gadgets technologiques les plus récents est aussi déconcertante.

17. En outre, de nombreux experts étaient d'avis qu'il y avait un lien direct entre les sévices dont étaient victimes les enfants au sein de la famille et la fuite du foyer parental. Selon une organisation non gouvernementale opérant dans les rues de New York, presque tous les enfants qui se prostituent ont, à un moment ou à un autre, été victimes de violences ou de sévices sexuels au sein de leur famille. Ces enfants, qui - par la force

⁵Children's Defence Fund Statistics, New York, 1995 et U.S. Congress Select Committee on Children, Youth and Families Report, Washington D.C., 1992.

⁶Government Accounting Office (GAO) des Etats-Unis (Bureau de la comptabilité publique), 1989.

des choses - ont peu d'amour-propre et peu de principes sur le plan sexuel sont extrêmement vulnérables à l'exploitation sexuelle. En outre, selon les informations fournies par l'Office of Juvenile Justice and Delinquency Prevention (Bureau de la justice pour mineurs et de la prévention de la délinquance juvénile), un lien direct peut être établi entre les cas officiellement recensés de sévices à enfants et la délinquance juvénile.

18. Le Rapporteur spécial est par conséquent particulièrement préoccupé par l'insuffisance dans le pays de données statistiques sur l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales et, notamment, sur la relation entre ce phénomène et les sévices à enfants. En outre, les données disponibles ne sont pas suffisamment désagrégées pour donner une idée précise de l'ampleur du problème, tous les cas étant inclus dans la rubrique "Sévices à enfants" qui peut englober différents types d'agression, tels que l'inceste et la violence dans la famille.

B. Caractéristiques du phénomène

19. Les enfants et les adolescents qui décident de s'enfuir de leur foyer sont souvent pris dans l'engrenage de la dépendance. Ayant peu d'argent ou complètement sans ressources, sans travail et n'ayant plus aucun lien avec leur famille, ces enfants fugueurs deviennent facilement dépendants d'hommes plus âgés ou de protecteurs qui les "recueillent" dans la rue. Cette sujétion est souvent accentuée par la dépendance vis-à-vis des drogues et de l'alcool, qui peut pousser les enfants à se prostituer pour survivre. Le Rapporteur spécial en déduit qu'il y a une relation directe entre le fait que les enfants se retrouvent dans la rue après avoir fui leur foyer ou avoir été rejetés par leur famille et la prostitution enfantine. Le lien avec la pornographie impliquant des enfants n'est pas aussi direct dès lors que de nombreux enfants exploités à des fins pornographiques sont simplement recrutés dans leur quartier, près de leurs écoles ou par des familles qu'ils connaissent.

20. Le Rapporteur spécial a également tenté de déterminer si les enfants et les adolescents qui sont détournés de leur foyer pour être exploités sexuellement à des fins commerciales le sont par des rabatteurs professionnels ou des bandes organisées de souteneurs/proxénètes et de délinquants se livrant à la traite ou à la vente d'enfants destinés aux réseaux de prostitution ou de pornographie. Même si de petits groupes de personnes ayant peu de liens les unes avec les autres tentent parfois d'amener des enfants à se prostituer ou de les recruter pour des activités pornographiques - c'est le cas en particulier au Middle-West - il n'y aurait aux Etats-Unis aucun réseau criminel spécialisé dans ce type de trafic. Il arrive, cependant, qu'un souteneur vende à un autre souteneur un enfant prostitué, le tarif étant estimé actuellement à 3 000 dollars pour une fille; quant au coût des services d'une prostituée, il est actuellement de 75 dollars l'heure à New York.

21. Un aspect choquant de la prostitution enfantine porté à l'attention du Rapporteur spécial est la "prostitution d'enfants de la deuxième génération". Selon les renseignements obtenus, il y a eu des cas où des souteneurs ont mis enceintes des prostituées adolescentes soit pour qu'elles deviennent encore plus dépendantes d'eux soit pour pouvoir mettre un très jeune enfant sur le marché de la prostitution où il y a une forte demande de prostituées encore vierges.

22. Il semble que les matériels pornographiques impliquant des enfants (enregistrements vidéo, photos, etc.) soient surtout produits par des amateurs pour des pédophiles en très petit nombre compte tenu des sanctions sévères qu'encourent ceux qui produisent, diffusent et détiennent de tels matériels dans le pays.

23. A propos de la toxicomanie, il a été noté que les souteneurs et les proxénètes essayaient souvent de décourager la consommation d'alcool et de drogue car une prostituée était moins performante et, par conséquent, rapportait moins d'argent lorsqu'elle était sous l'influence de telles substances. Le Rapporteur spécial a, d'autre part, appris qu'il y avait de plus en plus de "toxico prostituées" (crack prostitutes), c'est-à-dire de personnes généralement de sexe féminin opérant sans souteneur qui vendent leur corps en échange de drogue.

24. A propos des enfants qui ont fui leur foyer ou qui ont été attirés dans la rue, il a été signalé au Rapporteur spécial que si les hôpitaux et les centres médicaux disposaient d'un système d'enregistrement vidéo, il y aurait plus de chances d'identifier et de retrouver les enfants portés disparus ou détournés par des proxénètes parmi tous ceux qui venaient se faire soigner dans de tels établissements ⁷. Il a été en outre souligné que, n'étant pas suffisamment conscients du problème, les travailleurs sociaux et le personnel hospitalier n'avaient pas la présence d'esprit de se mettre en contact avec des organisations s'occupant d'enfants portés disparus ou enlevés lorsque des mineurs qui étaient dans cette situation se présentaient à eux. Par exemple, lorsqu'une mineure enceinte se rendait dans un établissement médical, le personnel pensait plutôt à l'inceste et aux sévices sexuels au sein de la famille qu'à la prostitution.

25. Le Rapporteur spécial tient à souligner que l'analyse ci-dessus s'applique aussi bien aux filles qu'aux garçons, encore que la prostitution masculine soit, à certains égards, différente de la prostitution féminine. Il a été maintes fois constaté que les jeunes garçons se prostituaient dans la rue d'une manière beaucoup plus discrète, en partie à cause de la réprobation sociale que suscite la prostitution masculine et avaient tendance à ne pas dépendre de souteneurs. Cela tient peut-être au fait que, souvent, les garçons qui se prostituent ne sont pas des homosexuels et ne se considèrent pas comme tels et sont, par conséquent, davantage maîtres de leur corps et des actes sexuels qu'ils accomplissent ou permettent à leurs clients d'accomplir. Par conséquent, leur pouvoir de négociation est relativement plus grand que celui des filles ce qui leur permet de faire payer beaucoup plus cher leurs services. Le rapport filles-garçons parmi les enfants qui se prostituent varie d'une région à l'autre mais dans une ville comme New York par exemple, 51 % des enfants prostitués sont, selon les estimations, de sexe masculin et c'est dans de grandes agglomérations telles que San Francisco et la Nouvelle-Orléans que l'on trouve le plus grand nombre de garçons prostitués.

⁷Entretiens avec Mme Barbara Mezo, Children Internationally Abducted, New York, 12 décembre 1996.

26. Le Rapporteur spécial a appris avec préoccupation que le type de prostitution que pratiquent les filles est de plus en plus violent (ligotage, sado-masochisme, fessées). La relation sexuelle a généralement lieu non pas dans un motel ou une maison close comme par le passé mais dans une voiture.

C. Profil des auteurs de sévices sexuels à enfant

27. Il ne fait aucun doute qu'il est beaucoup plus difficile d'empêcher d'agir ou de guérir un pédophile qui a un comportement compulsif qu'une personne qui agit occasionnellement "par curiosité" tant en ce qui concerne la pornographie impliquant des enfants que la prostitution des enfants. En outre, alors que l'on estime qu'un non-pédophile qui commet régulièrement des infractions sexuelles abuse au maximum de 100 enfants pendant sa vie, ce chiffre serait de 400 dans le cas d'un pédophile. Le Rapporteur spécial est particulièrement préoccupé par le taux élevé de récurrence parmi les pédophiles. En revanche, ce taux est nettement plus faible chez les personnes qui n'abusent d'enfants qu'occasionnellement.

28. Un moyen de dissuasion efficace pourrait consister à rendre publics les résultats des enquêtes fédérales qui ont abouti à l'arrestation d'auteurs d'agressions sexuelles contre des enfants. La question de la réadaptation des délinquants est très complexe, compte tenu surtout du coût élevé du traitement des auteurs d'infractions sexuelles. Cela dit, l'emprisonnement à vie constitue aussi un lourd fardeau financier pour la société. A propos de l'efficacité d'une peine comme la stérilisation chimique, il a été soutenu que le recours à un tel moyen n'entraînait pas forcément un changement de comportement dès lors qu'un acte compulsif ne peut être dissuadé physiquement. Une fois stérilisée, une personne peut encore avoir une érection et/ou utiliser ses mains et se livrer à d'autres formes de sévices.

29. Il est intéressant de noter que le profil des personnes qui commettent de telles infractions et/ou des clients peut varier considérablement. Ainsi les clients des prostituées adultes de New York seraient en majorité des étudiants blancs de sexe masculin âgés d'une vingtaine d'années alors que les personnes qui abusent sexuellement d'enfants/les pédophiles seraient des hommes d'affaires blancs des milieux aisés âgés de 30 à 60 ans ayant souvent une famille et fréquemment décrits comme étant "des membres éminents de la société".

II. CADRE JURIDIQUE

A. Instruments internationaux

30. La Convention relative aux droits de l'enfant, qui définit l'enfant comme une personne âgée de moins de 18 ans, est le plus important instrument international relatif aux droits de l'homme régissant la protection des droits de l'enfant. Les dispositions dont il est question ci-après se rapportent directement aux aspects de l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales abordés dans le présent rapport.

31. A l'article 32 de la Convention est reconnu le droit de l'enfant d'être protégé contre l'exploitation économique et de n'être astreint à aucun travail comportant des risques ou susceptible de compromettre son éducation ou de nuire à sa santé ou à son développement physique, mental, spirituel, moral ou social.

32. En vertu de la Convention, les Etats parties s'engagent à protéger l'enfant contre toutes les formes d'exploitation sexuelle et de violence sexuelle. A cette fin, ils sont tenus de prendre des mesures pour empêcher que des enfants ne soient incités ou contraints à se livrer à une activité sexuelle illégale, exploités à des fins de prostitution ou autres pratiques sexuelles illégales et exploités aux fins de la production de spectacles ou de matériel de caractère pornographique. Quant à l'article 35 de la Convention, il stipule que les Etats prennent toutes les mesures appropriées pour empêcher l'enlèvement, la vente ou la traite d'enfants à quelque fin que ce soit et sous quelque forme que ce soit.

33. Le Rapporteur spécial note toutefois avec regret que les Etats-Unis font partie des cinq pays qui n'ont pas encore ratifié la Convention relative aux droits de l'enfant. Dans l'allocution qu'il a prononcée à l'occasion de la Journée des droits de l'homme, le 10 décembre 1996, le Président des Etats-Unis, M. Bill Clinton, a déclaré qu'il était "honteux" que les Etats-Unis n'aient encore ratifié ni la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes ni la Convention relative aux droits de l'enfant. A cet égard, le Sous-Secrétaire d'Etat aux droits de l'homme a assuré le Rapporteur spécial de la ferme volonté du gouvernement actuel de n'épargner aucun effort pour surmonter la forte opposition du Sénat des Etats-Unis à la ratification des deux instruments.

34. A ce propos, l'ordre des avocats américain a estimé qu'il fallait consacrer des efforts soutenus à l'information du public. A cet effet et pour dissiper les craintes injustifiées de certains membres des parlements des Etats, le Center for Children and Law (Centre pour l'enfance et le droit) s'emploie actuellement à déterminer quelles seraient les incidences dans les différents Etats de l'Union, de la ratification de la Convention relative aux droits de l'enfant par les Etats-Unis, par exemple en ce qui concerne l'âge de la majorité ou le droit à l'éducation.

B. Législation nationale

35. Eu égard à la forte décentralisation des structures étatiques aux Etats-Unis, dans cette section il sera essentiellement question des dispositions de la législation fédérale, sachant qu'il peut y avoir des différences considérables entre les lois des différents Etats. Aux Etats-Unis, les lois fédérales sont applicables dans toutes les affaires qui revêtent un caractère interétatique ou qui sont estimées particulièrement importantes pour les autorités fédérales. Le Rapporteur spécial a pu noter par exemple que les enquêtes sur les affaires relatives à la prostitution enfantine étaient confiées à trois organismes fédéraux, le FBI, l'Administration des douanes des Etats-Unis et l'Administration postale des Etats-Unis. Lorsque dans une affaire de prostitution enfantine il y a eu, par exemple, transfert de mineur d'un Etat à un autre, l'enquête est aussi du ressort des autorités fédérales.

36. Dans certains cas, une action peut être engagée à la fois par les autorités fédérales et des Etats à l'encontre de la même personne, mais des poursuites consécutives ou parallèles pour un même acte seraient contraires aux principes régissant le système fédéral. Quelques observations sur la législation des Etats relative à l'exploitation sexuelle des enfants à

des fins commerciales pourraient être utiles ⁸. Le Congrès des Etats-Unis et les organes législatifs de la plupart des Etats ont adopté des lois pénales destinées à empêcher l'exploitation sexuelle des enfants et des jeunes par des adultes par le biais de la prostitution ou de la pornographie. Dans certaines circonstances, d'autres lois interdisant les sévices sexuels à enfant ou le viol tel qu'il est défini dans les textes de loi peuvent être invoquées pour engager des poursuites contre des adultes qui exploitent sexuellement des enfants et des jeunes. En outre, la plupart des Etats font obligation, entre autres, aux enseignants et au personnel de santé de signaler les cas de sévices sexuels à enfant et d'exploitation d'enfants aux organes chargés de faire respecter la loi et aux services de protection de l'enfance.

37. En vertu des lois fédérales et de la plupart des lois des Etats, il est interdit de produire, de distribuer, de recevoir et de détenir des matériels pornographiques impliquant des enfants. Les actions concertées et les tentatives de commettre des actes contraires aux lois fédérales relatives à la pornographie impliquant des enfants constituent aussi des infractions à la législation fédérale passibles de poursuites. La plupart des textes législatifs définissent la pornographie impliquant des enfants comme la représentation visuelle de mineurs accomplissant "une activité sexuelle" ou ayant un "comportement sexuellement explicite". La pornographie impliquant des enfants est considérée comme une infraction pénale aux Etats-Unis, parce qu'elle est une représentation permanente des sévices ou de l'exploitation sexuels subis concrètement par un enfant.

38. Certaines juridictions interdisent expressément l'utilisation d'ordinateurs pour le transfert de matériels pornographiques impliquant des enfants. La législation fédérale stipule que les personnes qui transmettent délibérément des représentations visuelles pornographiques ou de la publicité pour de telles représentations "par quelque moyen que ce soit, y compris par le biais d'un ordinateur" sont passibles de poursuites pénales.

39. A cet égard, le paragraphe 2251 du chapitre 110 (Exploitation sexuelle et autres sévices dont sont victimes les enfants) du Titre 18 - Infractions et procédure pénales (18 USC) - du Code des Etats-Unis stipule que quiconque emploie, utilise un mineur ou le persuade, l'amène, l'incite ou l'oblige à accomplir ... un acte sexuellement explicite quel qu'il soit aux fins de produire une représentation visuelle de cet acte quelle qu'en soit la nature sera puni s'il sait ou a des raisons de penser que ladite représentation visuelle sera transmise par courrier dans un autre Etat ou un autre pays pour y être commercialisée, ou si la représentation visuelle a été effectivement transmise. Quant au paragraphe 2252, il interdit la transmission, l'importation, l'expédition et la réception de matériels pornographiques impliquant des enfants par des moyens de communication interétatiques, y compris par courrier et par ordinateur. Il n'est pas nécessaire de prouver

⁸La présente section est fondée en grande partie sur une publication très complète de l'Office for Victims of Crime (Bureau d'aide aux victimes de la criminalité), Département de la justice, Child Sexual Exploitation: Improving Investigations and Protecting Victims, a Blueprint for Action, Massachussets Child Exploitation Network (Réseau de lutte contre l'exploitation des enfants du Massachussets (janvier 1995)

qu'il y a un but commercial et le nombre des représentations visuelles importe peu. De même, aux termes du paragraphe 2251A, la vente et l'achat de mineurs sont interdits et le transfert de l'autorité sur un enfant à une tierce personne pour qu'il fasse l'objet de représentations visuelles ou pour qu'il se livre à des actes sexuellement explicites est considéré comme une infraction pénale.

40. La principale loi fédérale faisant de la prostitution des enfants une infraction pénale est la loi Mann, qui fait partie de la loi sur la lutte contre les actes de violence et le maintien de l'ordre de 1994. Le paragraphe 2422 du chapitre 117 (Transport aux fins d'activités sexuelles illégales et autres infractions connexes) du Titre 18 (Infractions et procédure pénales) du Code des Etats-Unis interdit d'inciter, de persuader et d'amener une personne à quitter un Etat à des fins de prostitution ou pour toute autre activité sexuelle passible d'une sanction pénale. Quant au paragraphe 2423, il stipule que "quiconque emmène sciemment une personne âgée de moins de 18 ans dans un autre Etat ou à l'étranger ..., pour que cette personne se prostitue ou se livre à une activité sexuelle pour laquelle quiconque est passible de poursuites pénales, sera puni d'une amende, en vertu du présent Titre, ou d'un emprisonnement de dix ans au plus ou de ces deux peines à la fois".

III. ACTION DES POUVOIRS PUBLICS

41. Lors de discussions avec le Rapporteur spécial, le Département d'Etat a réaffirmé l'adhésion du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique aux stratégies visant à éliminer l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales exposées par la délégation des Etats-Unis au Congrès mondial de Stockholm. Parmi les priorités fixées, auxquelles le Rapporteur spécial souscrit, figurent le recours à des méthodes d'entretien et d'enquête pluridisciplinaires associant des agents des services sociaux et des services de soins de santé mentale, la garantie d'un traitement spécial aux enfants dans les tribunaux offrant un cadre approprié et adapté à l'âge et à la situation de l'enfant et la prestation de soins durables pour remédier aux séquelles de l'exploitation sexuelle de l'enfant à des fins commerciales. Ces mesures doivent, dans le cadre de stratégies préventives, être renforcées par des actions éducatives visant à améliorer les qualifications des enfants et d'accroître leurs possibilités d'insertion au sein de la société.

42. Le Département de la justice assure une formation aux moniteurs appelés à apprendre aux agents locaux de la force publique comment orienter les victimes d'exploitation sexuelle vers les services compétents. Le Rapporteur spécial se félicite en particulier du module de formation complet élaboré à cet effet et utilisé depuis 1982 par l'Office for Juvenile Justice and Delinquency Prevention (Bureau de la justice pour mineurs et de la prévention de la délinquance juvénile), qui est chargé d'exécuter des programmes de formation à la lutte contre la délinquance juvénile destinés aux agents de la force publique. Depuis 1983, des programmes de formation aux techniques d'enquête sur les sévices et l'exploitation sexuels dont sont victimes les enfants sont organisés dans le pays à l'intention du personnel local des organes chargés de faire respecter la loi. Le manuel de formation utilisé à cet effet décrit les techniques permettant de repérer les personnes qui cherchent à avoir des relations sexuelles avec des enfants et d'enquêter

sur les cas d'exploitation sexuelle d'enfants à des fins commerciales. Vingt mille agents locaux de la force publique ont déjà reçu une formation dans le cadre de ce programme sous la forme de stages de quatre à cinq jours auxquels participent aussi des agents des services chargés de la protection de l'enfance et des membres du Parquet.

43. Comme il est nécessaire d'associer aux enquêtes sur les sévices et l'exploitation sexuels, non seulement des responsables de l'application des lois mais aussi des travailleurs sociaux spécialisés dans la protection des enfants, des membres du Parquet et de professionnels de la santé, la formation est assurée par une équipe pluridisciplinaire. Dans le cadre de cette formation polyvalente, on s'efforce d'établir un protocole décrivant la manière dont la collectivité doit faire face aux cas de sévices et d'exploitation sexuels dont sont victimes les enfants et de déterminer la façon dont doivent réagir les organes répressifs. L'objectif de cette formation est d'empêcher que l'enfant soit de nouveau victime d'actes de ce type et de faire en sorte qu'il bénéficie de services de réadaptation pendant l'enquête. La diffusion de matériels pornographiques impliquant des enfants par ordinateur est un nouvel élément dans le module de formation, et un opuscule traitant des enquêtes sur l'exploitation sexuelle par le biais de supports informatiques est en cours d'établissement.

44. Le FBI, qui relève du Département de la justice, est une des trois instances fédérales qui enquêtent sur l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales et, comme il s'agit d'un phénomène interétatique, c'est à lui qu'incombe en premier lieu la répression de ce type d'infraction. Le FBI collabore étroitement avec l'Administration des douanes et l'Administration postale à la lutte contre la prostitution infantile et la pornographie impliquant des enfants. Toutes les infractions commises contre des enfants sur lesquelles enquête le FBI sont qualifiées de crimes violents.

45. Pendant la mission du Rapporteur spécial, le FBI, agissant en coopération avec l'Administration des douanes, s'employait à identifier les fournisseurs de services Internet, l'objectif étant d'enquêter sur la production, la fabrication et la distribution de matériels pornographiques impliquant des enfants par l'intermédiaire de tels fournisseurs. Le Rapporteur spécial a été informé que, dans le cadre de l'opération "Image Innocente", des agents du FBI se faisaient passer pour des pédophiles ou pour des enfants, afin de remonter jusqu'aux fournisseurs et à leurs clients sur le réseau Internet. Un certain nombre de personnes ont été arrêtées et condamnées à la suite de cette opération.

46. Il ressort clairement des discussions avec le FBI qu'une priorité de plus en plus grande est accordée à la formation des agents chargés d'enquêter sur les affaires d'exploitation sexuelle d'enfants à des fins commerciales. En outre, le Rapporteur spécial a appris avec satisfaction que le FBI tentait d'établir des liens de coopération plus étroits avec les organisations non gouvernementales qui jouent un rôle d'avant-garde dans ce domaine.

47. Le Rapporteur spécial tient à remercier les responsables de l'Administration des douanes des Etats-Unis de leurs efforts en vue de mettre à sa disposition des informations essentielles et de lui permettre de se faire une idée globale sur leur action. A cet égard, le Rapporteur spécial est tenu

de respecter une certaine confidentialité, notamment en ce qui concerne les opérations de lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales qui sont en cours. Il essaiera toutefois de donner ci-après un aperçu de certaines des opérations menées avec succès par l'Administration des douanes, qui est un des trois organismes fédéraux compétents en la matière.

48. L'Administration des douanes est habilitée à intervenir dans les affaires d'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales lorsque des enregistrements vidéo ou des matériels informatiques sont introduits en fraude dans le pays, en violation des règlements douaniers. S'agissant de la pornographie impliquant des enfants, l'Administration des douanes est tenue d'intervenir chaque fois que des images scannées de revues étrangères sont introduites aux Etats-Unis par le biais du réseau Internet. Tout courrier en provenance de l'étranger est contrôlé à l'arrivée par les agents de l'Administration des douanes, dans les limites de leurs compétences mais, une fois qu'il entre dans le réseau postal, il relève de l'Administration postale des Etats-Unis. A cet égard, il a été noté que l'Administration des douanes avait constaté une baisse du trafic de matériels pornographiques représentant des enfants à l'âge de la prépuberté (de moins de 12 ans), lesquels sont de plus en plus remplacés par des matériels pornographiques représentant des adolescents produits en grande partie dans des pays du nord de l'Europe.

49. L'Administration des douanes enquête déjà sur la diffusion de matériels pornographiques impliquant des enfants par ordinateur depuis 1989. En 1993, elle a lancé l'"Opération bras long" (Operation Longarm) qui a consisté à enquêter sur un serveur BBS européen situé à Bamse (Danemark) utilisé pour importer aux Etats-Unis des matériels pornographiques représentant des enfants tels que des revues. Dans le cadre d'opérations de ce type, des agents en mission d'infiltration de l'Administration des douanes participent à des groupes de discussion sur l'Internet, passent au crible les serveurs BBS à la recherche de mots de passe tels que "Lolita" et demandent à des distributeurs suspects de leur fournir des matériels pornographiques. Au cours de l'enquête sur le serveur BBS danois en question, les agents de l'Administration des douanes des Etats-Unis ont découvert deux autres serveurs BBS qui fournissaient des matériels pornographiques représentant des enfants à des clients aux Etats-Unis. Après être remontés jusqu'aux distributeurs, ils ont copié le contenu de 18 disques durs d'ordinateur, ce qui leur a permis de repérer 16 000 utilisateurs, dont plusieurs centaines de personnes habitant dans 16 Etats de l'Union. En novembre 1993, des mandats de perquisition concernant les utilisateurs identifiés ont été délivrés, ce qui a permis de procéder à 49 arrestations.

50. Les serveurs BBS sont un véritable filon pour les enquêteurs, puisqu'on y trouve généralement des fichiers où sont consignées toutes les activités, y compris les connexions et les déconnexions, ainsi que les opérations de téléchargement, et que le serveur BBS garde une trace écrite de chaque accès.

51. L'"Opération bras long" a fait boule de neige : en 1996, 227 mandats de perquisition ont été délivrés dont 144 concernaient des affaires de transfert de matériels pornographiques représentant des enfants par ordinateur, ce qui représente une augmentation encourageante du nombre total de mandats de perquisition délivrés (en hausse de 220 %) et des mandats délivrés dans le cadre d'affaires portant spécifiquement sur la diffusion de matériels

pornographiques impliquant des enfants par ordinateur (en augmentation de 167 %). S'agissant de la lutte contre la pornographie impliquant des enfants sur l'Internet, l'Administration des douanes est aussi intervenue dans le cadre des opérations "Cybertrader" et "Cyberstrike". Du 1er octobre au 12 décembre 1996, elle a effectué au total 30 perquisitions en rapport avec la pornographie impliquant des enfants, dont 21 concernant la diffusion de matériels pornographiques par ordinateur.

52. Comme tous les matériels dont s'occupe l'Administration des douanes proviennent de l'étranger, son action ne peut réussir sans le concours de la communauté internationale. Il convient de mentionner à titre d'exemple un réseau pornographique impliquant des enfants découvert à San José (Californie) : une vingtaine d'adultes appartenant à une association appelée "Orkin Club" abusait d'enfants, les photographiaient et échangeaient les photos sur l'Internet. Les matériels produits étaient également transmis au Canada où, averties par l'Administration des douanes des Etats-Unis, les autorités douanières canadiennes ont saisi au total 38 000 photos pornographiques impliquant des enfants. Afin de combattre la pornographie impliquant des enfants à l'échelle mondiale, l'Administration des douanes des Etats-Unis entretient des relations étroites et échange des informations stratégiques avec ses homologues dans des pays tels que le Canada, le Mexique, la France, la Suède et la Nouvelle-Zélande. En outre, un agent des douanes des Etats-Unis est membre d'un comité permanent des droits de l'enfant à Interpol. D'autre part, 25 fonctionnaires de l'Administration des douanes des Etats-Unis, détachés auprès d'ambassades des Etats-Unis à l'étranger, sont en contact direct avec les autorités douanières nationales, avec lesquelles ils échangent des informations confidentielles sur les affaires internationales de pornographie impliquant des enfants.

53. En plus des initiatives qu'elle prend pour enquêter sur les affaires de pornographie impliquant des enfants, l'Administration des douanes des Etats-Unis mène une action préventive pour éliminer le phénomène, en coopération avec le National Center for Missing and Exploited Children (Centre national pour les enfants disparus et exploités), le Département de la justice et l'Administration postale des Etats-Unis. Afin de permettre aux enfants d'utiliser l'Internet en toute sécurité, des brochures, des tapis de souris et des porte-clefs publicitaires ont été produits pour leur conseiller de ne pas donner ou communiquer par ordinateur des renseignements personnels sans l'autorisation de leurs parents, de signaler à leurs parents toute information qui les mettrait mal à l'aise et de ne rencontrer aucune personne avec laquelle ils auraient eu un contact en ligne sans que leurs parents le sachent. Il est aussi indiqué sur les tapis de souris et dans les brochures que les images à caractère sexuel (envoyées à un enfant ou représentant un enfant) sont illégales et doivent être signalées à une permanence téléphonique à appel gratuit opérant 24 heures sur 24. L'Administration des douanes a aussi une page d'accueil sur l'Internet donnant des informations similaires.

54. L'Administration des douanes a des agents spéciaux qui s'occupent exclusivement des enquêtes sur les ressortissants des Etats-Unis qui pratiquent le tourisme axé sur l'exploitation sexuelle des enfants. Des observateurs ont signalé au Rapporteur spécial qu'en plus des modifications à la loi Mann - conférant aux autorités des Etats-Unis compétence pour enquêter sur le comportement de leurs nationaux qui pratiquent

ce genre de tourisme à l'étranger - qui constituent déjà un progrès important dans la lutte contre ce phénomène, la législation stipule aussi que "l'intention de voyager" aux fins de pratiquer le tourisme sexuel est une infraction pénale. Cela dit, il est presque impossible de prouver l'existence d'une intention d'avoir des relations sexuelles avec des mineurs à l'étranger, d'autant plus que les voyagistes spécialisés dans le tourisme sexuel ne mentionnent pas ce type d'activité dans leur publicité.

55. Par ailleurs, l'Administration des douanes des Etats-Unis utilise actuellement des méthodes novatrices pour vérifier le respect de la loi Mann, qui interdit aux citoyens des Etats-Unis et aux étrangers qui résident dans le pays de voyager dans l'intention d'avoir des relations sexuelles avec des mineurs et vise aussi ceux qui sont complices de tels actes, c'est-à-dire les voyagistes spécialisés dans le tourisme sexuel ⁹. Dans le cadre d'opérations d'infiltration, des agents spéciaux de l'Administration des douanes se faisant passer pour des voyagistes organisent des voyages sexuels par le biais de revues sexuelles et par correspondance pour prouver l'existence d'une certaine disposition. Il semble que 90 % des personnes qui se sont montrées intéressées aient déjà abusé sexuellement d'enfants et soient surtout attirées par des fillettes de 8 à 12 ans.

56. L'Administration postale des Etats-Unis est l'un des trois organismes fédéraux s'occupant des affaires de pornographie impliquant des enfants. Elle est compétente pour tout ce qui a trait aux matériels pornographiques impliquant des enfants envoyés par courrier, qui constitue encore le principal moyen de transmettre de tels matériels.

57. L'Administration postale des Etats-Unis enquête sur les affaires de pornographie impliquant des enfants depuis 1978, date à laquelle une loi a interdit pour la première fois l'utilisation des services postaux pour diffuser des matériels pornographiques impliquant des enfants à des fins commerciales. Cette loi avait néanmoins une portée très restreinte, puisqu'elle ne permettait de poursuivre que ceux qui produisaient et diffusaient de tels matériels et non les utilisateurs et les acheteurs. La loi sur la protection de l'enfance de 1984 a supprimé la disposition en vertu de laquelle n'étaient interdites que la production et/ou la diffusion de matériels pornographiques impliquant des enfants à usage commercial et a ajouté une nouvelle dimension à la législation en prévoyant des sanctions pénales à l'encontre de ceux qui recevaient "en connaissance de cause" de tels matériels.

58. L'Administration postale des Etats-Unis procède à des enquêtes d'infiltration en se servant de techniques telles que les "livraisons de contrôle" (control deliveries) et la "souricière" (reverse stings) contre ceux qui exploitent des enfants à des fins pornographiques une fois que les personnes susceptibles de commettre de telles infractions ont été identifiées. Les "livraisons de contrôle" sont des livraisons de matériels pornographiques impliquant des enfants à des utilisateurs présumés faites par des agents en mission d'infiltration. Les suspects sont ensuite surveillés et arrêtés

⁹Amendement de 1995 à la loi Mann, loi sur la lutte contre les actes de violence et le maintien de l'ordre de 1994.

dès qu'ils utilisent/visionnent pour la première fois les matériels livrés. Il y a eu environ 27 000 enquêtes de ce type, qui ont permis d'arrêter et de condamner 2 500 personnes.

59. Un cas illustrant parfaitement les activités susmentionnées de l'Administration postale des Etats-Unis est celui d'un habitant de l'Etat de l'Alabama qui, dans le cadre d'une "livraison de contrôle", a reçu d'un agent de l'Administration postale des Etats-Unis se faisant passer pour un employé de la société Federal Express une cassette vidéo pornographique représentant des enfants. Une perquisition effectuée à son domicile 15 minutes plus tard a permis de surprendre le suspect alors qu'il visionnait la vidéo avec un enfant de 7 ans habitant dans le même quartier, dont il abusait sexuellement. La perquisition a également permis de trouver des enregistrements vidéo montrant l'intéressé en train d'abuser sexuellement du garçonnet.

60. Un autre cas dont le Rapporteur spécial a été informé est celui du plus grand distributeur commercial de matériels pornographiques représentant des enfants que les Etats-Unis aient jamais connu. L'entreprise était gérée par des citoyens des Etats-Unis installés au Mexique, qui produisaient des cassettes vidéo pornographiques représentant surtout des garçons âgés de 7 à 21 ans. Ces cassettes étaient introduites en contrebande aux Etats-Unis et distribuées par la poste. En coopération avec l'Administration des douanes, l'Administration postale a réussi à faire cesser la distribution des vidéos et a lancé l'opération d'infiltration "Overseas Male", "Mykonos", ou "Island Male" pour retrouver les clients.

61. Le Ministère de la santé et des services sociaux a informé le Rapporteur spécial que le Congrès avait approuvé, en application d'une nouvelle loi, l'ouverture d'un crédit de 8 millions de dollars pour financer des programmes d'aide aux enfants des rues risquant d'être victimes de violences sexuelles. Malheureusement, au moment où le Rapporteur spécial effectuait sa mission, un seul Etat avait reçu les fonds nécessaires pour l'exécution de ce programme. Le Rapporteur spécial regrette également l'absence aux endroits critiques de refuges publics pouvant accueillir les jeunes fugueurs. Par exemple, à New York, il n'y a qu'un seul refuge public, doté de 20 lits seulement, pour les enfants qui ont quitté le foyer de leurs parents.

62. Le Centre national pour les enfants disparus et exploités, qui a son siège à Arlington (Virginie), est un service national d'échange d'informations et de documentation sur les enfants disparus et exploités. Il est financé par le Ministère de la justice et s'occupe surtout des enfants enlevés par des membres de leur famille mais aussi par des ravisseurs étrangers. Le Centre tient une permanence téléphonique opérant 24 heures sur 24, qui reçoit 650 à 700 appels par jour, renseigne les parents sur la manière de signaler la disparition d'un enfant et recueille des indications sur les enfants portés disparus. Le Centre enregistre environ 10 à 12 nouveaux cas chaque jour, et 40 % des cas dont il s'occupe concernent des enfants fugueurs. Le Centre assure, pendant les enquêtes, la liaison entre les services de police et les parents, et est relié électroniquement à des postes de police à travers le pays. Il produit des brochures et des affiches sur les enfants portés disparus et fournit des informations sur support vidéo; il a, en outre, une page d'accueil sur l'Internet et exploite un système de diffusion d'émissions par satellite pour les zones rurales destiné aux personnes qui, sans cela

n'auraient pas accès aux médias ou aux moyens de communication. Selon les responsables du Centre, les chances de retrouver un enfant enlevé par des étrangers sont minimales.

IV. LE SYSTEME DE JUSTICE PENALE

A. Application des lois

63. Aux Etats-Unis, on dénombre 17 000 organismes chargés d'appliquer les lois à travers tout le pays, qui emploient 535 000 policiers.

64. Au cours des nombreux entretiens qu'a eus le Rapporteur spécial, il est apparu que l'agent de la force publique trouvait beaucoup plus commode de croire sur parole une jeune personne de la rue qui dit avoir 18 ans ou plus. C'est aussi moins cher, car, chaque fois qu'un mineur est en cause, la police doit suivre des règles précises relatives au traitement des mineurs, et les services de protection et d'assistance sociale sont tenus d'intervenir selon une procédure très longue. Les policiers ne sont pas non plus tenus de vérifier les renseignements fournis par des individus concernant leur identité. Par conséquent, les statistiques de la police sur la prostitution des enfants ne reflètent probablement pas le nombre exact d'enfants mineurs impliqués dans la prostitution des rues. En réalité, la plupart des informations dont on dispose sont celles que les prostitués des rues eux-mêmes fournissent, au moment de leur arrestation et durant leur interrogatoire.

65. D'aucuns ont en outre soutenu que les policiers étaient très peu disposés à s'occuper des garçons prostitués, en raison de l'opprobre dont font l'objet les homosexuels. Les responsables de l'application des lois auraient également souvent tendance à considérer les cas de maltraitance ou d'exploitation d'enfants non pas comme des affaires criminelles mais comme des affaires qui s'adressent aux assistants sociaux ou aux spécialistes de la protection de l'enfance.

66. Le Rapporteur spécial tient à souligner le professionnalisme, la compétence et l'enthousiasme des agents de la brigade des mœurs du Bureau de lutte contre le crime organisé, au sein du Département de police de New York. Le fait que ces agents ont tous reçu une formation spécifique en matière d'enquête sur les crimes sexuels et qu'ils participent à un programme de formation du FBI sur l'exploitation sexuelle et les sévices à enfants souligne l'importance attachée à l'amélioration des compétences des responsables de l'application des lois. Les informations fournies par le Département de police de New York, montrent que dans cette ville les enfants impliqués dans la prostitution et la pornographie sont d'origines ethniques, sociales et raciales diverses, qu'ils viennent d'ailleurs et qu'ils sont âgés pour la plupart de 15 à 16 ans. Les policiers éprouvent beaucoup de mal à convaincre les victimes de témoigner contre le rabatteur ou le proxénète, car la police, faute de services publics tels que des foyers d'accueil, ne peut rien offrir en échange du témoignage et que les enfants victimes ne veulent pas parler à la police ni abandonner leur souteneur. Pour de nombreux enfants et jeunes, un retour à la maison équivaldrait tout simplement à un retour aux sévices sexuels et physiques. En outre, le système de justice pénale est davantage

intéressé par l'arrestation de l'auteur que par l'identification de la victime, ce qui permet à celle-ci de changer aisément d'identité et rend difficile le suivi des victimes.

67. En ce qui concerne la prostitution des garçons à New York, les agents de police judiciaire de cette ville ont découvert qu'un producteur de films recrutait dans le Bronx et à Brooklyn des garçons qui, pour 30 à 40 dollars, lui faisaient une fellation dans des motels du New Jersey. Dans une autre affaire, un groupe de pédophiles avait, en 1986, recruté de jeunes garçons sur la 42ème rue en distribuant des tracts. Tous les membres de ce groupe avaient été arrêtés à l'époque, à l'exception d'un seul. Dix ans après l'incident, sur les six victimes identifiées, deux étaient décédées et quatre étaient en prison. Après l'interrogatoire mené durant l'enquête de la police il y a dix ans, aucune des victimes n'a jamais parlé à personne de son expérience.

68. Le Rapporteur spécial a également rencontré des experts du National Center for Prosecution of Child Abuse (Centre national pour les poursuites contre les auteurs de sévices à enfants) de l'Association nationale des procureurs, qui dispense une formation et apporte une assistance technique aux procureurs et aux responsables de l'application des lois durant les enquêtes relatives à des sévices à enfants. L'Association a en particulier élaboré, à l'intention des procureurs et des autres cadres compétents, tels que les assistants sociaux et les membres du corps médical, un manuel complet sur les enquêtes et les poursuites relatives aux sévices à enfants.

69. A Washington, on a eu recours à une initiative intéressante pour former les responsables de l'application des lois : les policiers ont pu suivre la déposition d'un pédophile, afin de mieux comprendre comment empêcher efficacement ce genre de délinquant d'agir. A Tucson (Arizona), l'Association des enquêteurs sur les crimes sexuels organise des programmes de formation et d'échange de données sur les techniques d'enquête. A Phoenix (Arizona), des agents des douanes ont montré aux responsables locaux de l'application des lois comment utiliser le réseau Internet pour les enquêtes relatives à la pornographie impliquant des enfants.

70. En outre, les policiers devraient étudier minutieusement et analyser le jargon utilisé fréquemment par les proxénètes, les souteneurs et les trafiquants de drogues. Une meilleure compréhension de ce "langage" permettrait à la police d'effectuer un travail plus efficace dans les rues.

71. Face au taux de récidive élevé chez les auteurs d'attentats sexuels, la Division de la famille et de la jeunesse du Département de police de Tucson a mis en place une unité d'enregistrement et de suivi des auteurs d'attentats sexuels. Au titre de ce programme de prévention, les auteurs d'attentats sexuels contre des enfants font l'objet d'une notification publique qui consiste à informer la communauté dans laquelle une personne condamnée pour attentats sexuels décide de s'installer à sa sortie de prison, notamment au moyen d'affiches, de l'existence dans le casier judiciaire de l'intéressé de crimes contre enfants.

72. Si cette pratique recueille généralement l'assentiment de la plupart des responsables que le Rapporteur spécial a rencontrés à Tucson et à Phoenix (Arizona), qui y voient une méthode de prévention, en particulier eu égard

au taux de récidive élevé chez les pédophiles, elle n'en soulève pas moins de graves questions au sujet du respect des droits fondamentaux de l'ancien délinquant. Avec un tel système, l'intéressé n'a aucune chance de s'intégrer dans la communauté, ni de réussir sa réadaptation, étant donné que son passé criminel le suivra partout et qu'il sera très vraisemblablement victime d'ostracisme. Outre qu'elles portent atteinte à la vie privée et aux autres droits constitutionnels de l'intéressé, de telles mesures pourraient en réalité augmenter le risque de récidive, en donnant au délinquant le sentiment que, récidive ou non, il sera marqué à vie. La section des libertés publiques de l'ordre des avocats américain estime de son côté que ce système de notification remet en cause l'équilibre établi entre les droits constitutionnels et la poursuite des infractions pénales.

B. Les procureurs

73. Le Rapporteur spécial constate avec préoccupation que le manque de ressources financières semble entraver la formation des procureurs et la sensibilisation des juges en ce qui concerne la maltraitance et l'exploitation des enfants. Or, de tels programmes de formation et de sensibilisation, s'ils étaient élaborés, pourraient être mis en oeuvre par le National Judicial College de Reno (Nevada), qui forme les juges des tribunaux d'Etat, ainsi que dans le cadre de la formation spécialisée des futurs procureurs au National College of District Attorneys de Houston (Texas).

74. A San Francisco, on a fait observer que les affaires relatives à la maltraitance et à l'exploitation des enfants étaient traitées du début à la fin par des spécialistes des sévices à enfants. En revanche, les juges de la même juridiction ne sont pas tenus de subir une quelconque formation spécialisée après leur nomination.

C. Les tribunaux

75. Lorsque des affaires concernant des enfants victimes de sévices sexuels sont examinées par les tribunaux, il convient de veiller à faire porter l'attention sur les faits retenus contre l'auteur plutôt que sur la situation de la victime. Il s'agit en effet de protéger celle-ci contre les effets potentiellement dangereux de l'intérêt du public et des médias. Le Rapporteur spécial a été informé des règles de procédure particulières qui existent aux Etats-Unis concernant le traitement des enfants victimes et témoins dans les procès, à savoir la participation d'une équipe multidisciplinaire qui s'occupe des enfants, notamment durant l'enquête préliminaire. Un accompagnateur adulte est également autorisé à être aux côtés de l'enfant qui témoigne, mais il n'a pas droit à la parole.

76. Afin de protéger l'enfant, le tribunal a la possibilité d'ordonner le huis-clos durant la déposition de l'enfant et d'omettre de mentionner la relation entre les victimes et le prévenu. En outre, les tribunaux sont tenus d'avoir deux jeux de dossiers pour chaque affaire : un dossier public ne contenant pas de noms complets ni des données permettant d'identifier la victime et un dossier confidentiel contenant l'intégralité des informations.

77. Certains commentateurs ont également soulevé la question de l'utilisation abusive de la présence et du témoignage d'enfants au tribunal, notamment pour susciter la compassion.

78. Le Rapporteur spécial a appris que le faible nombre d'affaires de sévices à enfants portées devant les tribunaux pourrait être dû au manque de ressources adéquates et de cadres qualifiés pour le traitement de l'enfant dans le cadre d'un procès. A cet égard, le Centre national pour les poursuites contre les auteurs de sévices à enfants de l'Association nationale des procureurs a souligné la nécessité d'élaborer, à l'intention des juges, un programme de formation fondé sur une approche multidisciplinaire du traitement des sévices à enfants et des enquêtes y relatives.

79. Selon une anecdote racontée au Rapporteur spécial, les responsables de l'application des lois avaient découvert un homme de 28 ans filmant une fillette de 9 ans qui pratiquait une fellation sur un homme de 19 ans. Lorsque la bande vidéo a été montrée à un procureur de New York s'occupant spécialement de crimes sexuels, celui-ci a fait les observations suivantes : "Je ne peux pas montrer cela à un grand jury. La fille y trouvait manifestement du plaisir." et "Ce n'est pas la première fois qu'elle faisait une fellation à quelqu'un car elle savait s'y prendre pour cracher sur son pénis". La victime faisait l'objet de sévices sexuels depuis l'âge de 5 ans.

Détermination des peines

80. En ce qui concerne la pornographie impliquant des enfants, la détermination des peines semble suivre une pratique très stricte. C'est ainsi que le Rapporteur spécial a appris que les auteurs d'un premier délit sexuel contre des enfants étaient passibles d'une peine de 12 à 24 mois d'emprisonnement, tandis que les récidivistes étaient punis d'une peine de cinq ans de prison au moins.

81. Les discussions ont par ailleurs montré que les peines prononcées contre les auteurs d'actes en rapport avec la prostitution infantile étaient excessivement faibles dans certains Etats, tandis que des condamnations plus lourdes étaient infligées dans d'autres.

V. ETUDES DE CAS

A. Zone frontalière entre les Etats-Unis et le Mexique

82. Le Rapporteur spécial s'est rendu à Tucson et à Phoenix, dans L'Etat de l'Arizona, pour étudier les conséquences du trafic transfrontière entre les Etats-Unis et le Mexique aux fins de la prostitution infantile et de la pornographie impliquant des enfants. Le Rapporteur spécial s'est efforcé également d'évaluer la vulnérabilité des délinquants juvéniles, appelés "tunnel kids" (gosses des tunnels), qui entrent illégalement aux Etats-Unis en empruntant les tunnels de drainage. Sans domicile fixe, ils sont immédiatement pris en charge par des groupes criminels, qui les exploitent sexuellement. Malheureusement, on dispose de très peu de données et de statistiques sur cette question. Les rares données disponibles ne semblaient porter que sur la criminalité des jeunes Mexicains aux Etats-Unis, plutôt que sur leur victimisation. Cependant, le Rapporteur spécial a été encouragé de constater

que, face à la situation des "gosses des tunnels", on avait mis en place du côté mexicain de la frontière, à Nogales Sonora, le foyer d'accueil "Mi Nueva Casa".

83. Il semble qu'à quelques exceptions près l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales soit concentrée dans certaines régions de la frontière entre le Texas et le Mexique (El Paso, Tijuana, Ciudad Juárez) et de la frontière entre la Californie et le Mexique (San Diego), plutôt que dans l'Arizona. Le bureau du Procureur général de l'Arizona a informé le Rapporteur spécial de quelques affaires survenues dans cet Etat, dont celle des Etats-Unis c. Gerald Racicot, concernant des jeunes filles mexicaines attirées aux Etats-Unis pour poser pour des photos à caractère sexuel explicite et participer à des actes sexuels et de l'extradition au Mexique d'un citoyen des Etats-Unis, Mario Cordova Lopez, aux fins d'y être jugé pour avoir attiré par la ruse et transporté aux Etats-Unis de très jeunes enfants destinés à y être vendus. Une autre affaire portait sur l'extradition en Arizona d'un citoyen mexicain qui avait commis des sévices sexuels sur un enfant en Arizona.

84. Les agents de l'Administration des douanes des Etats-Unis ont fait part de leur préoccupation au sujet du transport d'enfants du Mexique aux Etats-Unis, à des fins de prostitution, par de riches citoyens des Etats-Unis. Parfois, des pédophiles financent des orphelinats, amènent les enfants aux Etats-Unis "à des fins d'éducation" et commettent des sévices sexuels sur eux, avant de les abandonner. Dans un autre cas, un citoyen américain exploitait, à partir de Tijuana (Mexique) un site sur Internet appelé "Penoche pequena", qui distribuait des matériels pornographiques impliquant des enfants. Comme c'est très souvent le cas chez les pédophiles, tous les matériels utilisés dans l'opération étaient méticuleusement rangés dans l'appartement de l'auteur de l'infraction et ont été retrouvés après une perquisition. Paradoxalement, souvent, les archives et collections privées des pédophiles qui sont généralement conservées pendant des années facilitent grandement le travail des responsables de l'application des lois.

85. Le bureau du Procureur général a également rappelé une affaire purement locale survenue à Tucson, en 1990, et concernant une bande de jeunes de 13 ans impliqués dans la prostitution infantile. Les enfants recrutaient d'autres enfants dans les écoles secondaires du premier cycle locales et les vendaient aux fins de prostitution.

86. Les autorités du Mexique comme des Etats-Unis ont souligné la nécessité d'intensifier la coopération afin de surveiller le trafic international en matière de prostitution infantile et de pornographie impliquant des enfants, mais ont fait observer que la coopération institutionnelle était rendue difficile par des problèmes fondamentaux, tels que la barrière linguistique et la disparité de la législation et des pratiques en matière d'application des lois. Cependant, une collaboration semble exister de manière informelle et grâce à des contacts personnels. C'est ainsi que les gardes frontière de Douglas et de Nogales se rencontrent régulièrement (tous les deux à trois mois), grâce au concours des consulats du Mexique et des Etats-Unis, afin de passer en revue les problèmes communs.

87. Il est également intéressant de noter que les lois de l'Etat de l'Arizona relatives aux crimes contre les enfants et aux attentats aux mœurs prévoient des peines plus strictes que la loi fédérale. Les responsables de l'Arizona estiment que cette législation rigoureuse a, dans une certaine mesure, permis de décourager les délinquants.

B. San Francisco

88. A San Francisco, les prostitués ont des zones ou des rues "d'opération" très distinctes, selon qu'il s'agit d'hommes, de femmes ou de transsexuels. Au cours d'une ronde de nuit en compagnie des agents de l'antenne mobile de l'organisation du Larkin Street Project, le Rapporteur spécial a également constaté que les prostitués rencontrés étaient pour la plupart des mineurs désireux de nouer une conversation amicale avec les éducateurs des rues, qui distribuaient différents types de préservatifs et de lubrifiants et qui les informaient au passage de l'existence de services de soutien au cas où ils souhaiteraient quitter le trottoir. Les éducateurs des rues, aisément reconnaissables à leur blouson violet portant le logo de l'organisation, semblaient bien connaître la plupart des personnes se livrant régulièrement à la prostitution et ont noué des relations de camaraderie avec ces enfants et les adolescents obligés de vendre leur corps sur les trottoirs de San Francisco.

89. Au Centre de détention pour mineurs de San Francisco, le Rapporteur spécial a eu l'occasion exceptionnelle d'assister à une discussion de groupe destinée à des délinquantes juvéniles, dont un grand nombre étaient d'anciennes prostituées mineures. La discussion était animée par une femme remarquable, qui debout devant les jeunes filles, a déclaré : "Je suis une ancienne prostituée et une héroïnomane en voie de guérison. J'ai quitté le trottoir il y a cinq ans, après y avoir passé 21 ans". Aujourd'hui, Norma est directrice du projet SAGE, organisation communautaire qui aide les jeunes filles prostituées à quitter le trottoir et à rebâtir leur vie. Le sujet de discussion était l'exploitation sexuelle, et les jeunes filles, après quelques instants de timidité, ont parlé sans retenue. Avec une franchise qui a ému le Rapporteur spécial aux larmes, elles ont fait part de leur propre expérience de la violence et de l'exploitation sexuelles. Cette expérience a permis au Rapporteur spécial de se rendre compte de l'importance de l'orientation et de l'éducation mutuelles. Grâce à la franchise de Norma, les jeunes filles pouvaient s'identifier à elle et ne craignaient pas enfin d'être ni entendues ni crues par personne.

90. Depuis l'âge de cinq ans, Angel s'était toujours entendu dire qu'elle ne serait bonne à rien d'autre que le sexe. A l'âge de 14 ans, elle demandait 20 dollars pour une fellation pratiquée après les cours, avant de devenir rapidement une héroïnomane puis une prostituée à temps plein. Toutefois, après six mois passés derrière les barreaux, où elle a eu le temps de "se réhabiliter", elle a décidé de refaire sa vie, aidée par le projet SAGE. Aujourd'hui mariée et mère d'une fille, Angel travaille comme bénévole dans une garderie d'enfants de prostituées. Elle est une des nombreuses anciennes prostituées que Norma a aidées à se prendre en charge et à retrouver leur amour-propre, leur confiance en soi et leur indépendance économique.

91. Le projet SAGE s'occupe non seulement des victimes de la prostitution mais également, fait exceptionnel dans le pays, de leurs clients ou "johns" comme on les appelle dans le jargon du trottoir aux Etats-Unis. En coopération avec le Département de la police de San Francisco et le bureau du Procureur général, le projet SAGE dispense des cours aux délinquants sexuels primaires. Les participants y sont informés des conséquences judiciaires d'une seconde arrestation pour délit sexuel ainsi que des risques sanitaires que fait peser sur leur santé la fréquentation des prostituées et ont la possibilité d'entendre les témoignages d'anciennes prostituées. Des observations faites par les participants, il ressort que les cours leur ont été très utiles; sur les 500 "étudiants" qui les ont suivis, un seul a été arrêté depuis pour racolage.

92. A San Francisco, les enfants prostitués, aussi bien les garçons que les filles, sont d'origines raciales, ethniques et sociales diverses et certains d'entre eux ont à peine 9 ans. Selon la police de San Francisco, la ville compte entre 4 000 et 7 000 enfants des rues, dont 45 à 50 %, selon les estimations, ne veulent pas retourner à la maison car la rue reste pour eux le meilleur choix. La tâche la plus ardue pour les responsables de l'Etat et de la collectivité locale consiste donc à assurer la réadaptation de ces enfants en dehors du milieu familial, d'autant plus qu'il n'existe guère de programme ou de foyer d'accueil adapté aux besoins particuliers des enfants victimes d'exploitation sexuelle.

93. Le Département de la police de San Francisco tente de remédier à l'ensemble des problèmes complexes en jeu grâce à des spécialistes de la police que l'on peut contacter 24 heures sur 24 pour toute affaire relative à la prostitution infantile et à la pornographie impliquant des enfants. L'enquête menée par la suite suit une approche en trois dimensions: instituée en 1984, elle fait intervenir un assistant social, un membre du corps médical (médecin ou infirmier) et un fonctionnaire de police, qui prennent immédiatement en charge l'enfant victime. L'Etat apporte ensuite à celui-ci un soutien psychologique et des soins médicaux, jusqu'à concurrence de 15 000 dollars pendant toute la vie, ce qui est d'autant plus important que l'expérience montre que la plupart des victimes ayant bénéficié d'un programme de réadaptation font face à leur situation tant qu'elles peuvent recevoir une assistance. La police de San Francisco pense également qu'il est essentiel et déterminant que les victimes de sévices sexuels et de viols bénéficient des services de spécialistes des traumatismes. Cela est d'autant plus important que la police est le premier point de contact de la victime avec le système de justice pénale et il faut que s'instaure immédiatement un climat de confiance.

94. La plupart des entretiens que le Rapporteur spécial a eus à San Francisco ont révélé que si le système de justice pénale était relativement bien sensibilisé au problème, son efficacité était limitée en raison du manque d'intérêt du bureau du Procureur général à l'égard des besoins particuliers des enfants victimes.

95. La police de San Francisco, en coopération avec le Département de la justice et le FBI, assure une surveillance à vie des auteurs de sévices sexuels sur des enfants, en les obligeant à s'enregistrer chaque fois qu'ils changent d'adresse et, tous les ans, à la date de leur anniversaire.

Ce système concerne 3 000 auteurs de violences contre des enfants, dont environ 200 pédophiles. L'Etat de Californie compte au total 60 000 auteurs d'attentats sexuels enregistrés.

96. En octobre 1996 à Oakland, deux homosexuels ont été arrêtés pour avoir demandé à trois garçons âgés de 13, 14 et 15 ans de tourner dans des films pornographiques. Au cours d'une perquisition dans leur appartement, on a découvert 150 films pornographiques montrant les auteurs accomplissant des actes sexuels avec des garçons âgés de 10 à 18 ans, dont certains avaient été payés 50 dollars pour leurs services. On a également trouvé des indices prouvant que les vidéos étaient reproduites et vendues. Dans cette affaire, des poursuites seront probablement engagées contre les auteurs par les trois organismes fédéraux.

97. Hospitality House exploite, essentiellement à l'intention de jeunes immigrants hispanophones, un foyer d'accueil offrant divers services : orientation, formation préalable à l'emploi, formation informatique et possibilités de rencontres et de discussions avec d'autres jeunes sans domicile fixe. Grâce à un programme quotidien de soupe populaire, Hospitality House cherche à gagner la confiance des jeunes sans domicile fixe, qui, après avoir régulièrement bénéficié de repas gratuits, seront prêts à quitter les rues avec le soutien de l'organisation. Hospitality House a également lancé plusieurs projets novateurs, notamment un centre artistique communautaire où des artistes et des sculpteurs locaux dispensent une formation dans le domaine des arts. En outre, Hospitality House mène un travail d'information en distribuant gratuitement des préservatifs et des désinfectants dans les rues, ainsi que des manuels de survie intitulés "On your own" contenant des noms et des adresses de personnes ou des organismes que les enfants des rues peuvent contacter. Le Rapporteur spécial est préoccupé par le taux élevé de toxicomanie parmi les jeunes bénéficiant des services d'Hospitality House, dont 60 à 70 % se prostituent pour survivre. Il a été noté que la plupart des enfants qui passaient plus de trois mois dans les rues se prostituaient pour subvenir à leurs besoins.

98. Le Larkin Street Project est un autre exemple d'une action communautaire très efficace, qui consiste en un travail d'information en direction des jeunes de moins de 21 ans sans domicile fixe et fugueurs. Les travailleurs de Larkin Street s'adressent aux jeunes dans leur propre milieu et établissent des relations de confiance avec eux, fournissant des informations, en particulier sur le VIH/SIDA et les soins de santé, à des groupes de population que l'on n'aurait pas pu contacter autrement.

99. Larkin Street gère également un centre d'accueil thérapeutique, un programme de postcure et un foyer d'accueil appelé Diamond House et permettant des séjours d'un mois au plus. Les services relatifs au VIH/SIDA sont subventionnés par le Département de la santé, tandis que le Département de l'éducation finance les services de deux enseignants à temps plein qui donnent des cours comptant pour l'attribution d'un diplôme de l'enseignement secondaire. Un autre projet novateur de Larkin Street consiste en un programme visant à inciter les familles d'accueil, notamment les familles monoparentales dont le milieu social s'apparente à celui des enfants des rues, à adopter ceux-ci.

100. Des observations faites à San Francisco, le Rapporteur spécial a retenu avec préoccupation que le système de justice pénale, en criminalisant la prostitution, traitait les enfants victimes de prostitution en délinquants, au même titre que des assassins et d'autres criminels. Cette classification et l'emprisonnement de ces jeunes dans des centres de détention pour mineurs contribuent souvent à victimiser davantage l'enfant et à aggraver son traumatisme, au cas où il n'a pas accès à des services sociaux et à des conseils. Répondant aux préoccupations du Rapporteur spécial, le chef adjoint du Service de probation de San Francisco a déclaré que le système de justice pour mineurs, en criminalisant les actes de l'enfant ou du jeune, ne faisait que combler une lacune en apportant aux intéressés les soins, les services de réadaptation et les conseils qu'ils n'auraient pas pu obtenir en dehors du système. On a fait observer que la collectivité avait besoin d'urgence d'autres services de soutien en faveur des enfants victimes, afin d'assurer leur réadaptation sans pour autant engager des poursuites pénales contre eux.

VI. LA PORNOGRAPHIE IMPLIQUANT DES ENFANTS ET LE RESEAU INTERNET

101. Le réseau Internet, accessible en ligne par des ordinateurs personnels, a donné à la maltraitance des enfants une dimension entièrement nouvelle et dangereuse. Ces progrès technologiques ont rendu caduques les définitions que le droit donne actuellement de la pornographie et ont suscité des controverses au sujet des droits constitutionnels, tels que le droit à la liberté d'opinion et d'expression, les droits fondamentaux de l'enfant et les valeurs consacrées de la société. L'accès aux matériels pornographiques était plus facile à contrôler autrefois, lorsqu'il s'agissait de revues et de vidéos, qu'aujourd'hui, où on se trouve face à une multitude de sources sur Internet. La principale difficulté tient donc à la question de savoir comment concilier les droits constitutionnels du citoyen et les droits fondamentaux de l'enfant. Le Rapporteur spécial, qui n'a pas reçu de réponse à ce dilemme et qui n'en attendait pas, n'en juge pas moins important de cerner ce problème afin de trouver des solutions pratiques en s'inspirant des différentes expériences nationales.

102. La section des libertés publiques de l'ordre des avocats américain a pour principale tâche d'oeuvrer en faveur de l'application du premier amendement et du respect des droits constitutionnels tout en tenant compte de la nécessité de réprimer les infractions pénales, qui dans le cadre du cyberspace soulèvent de plus en plus de difficultés, car la législation n'évolue pas aussi vite que les techniques de communication modernes.

103. Le Rapporteur spécial a souvent entendu dire que pour résoudre ce problème, il fallait faire preuve de bon sens, surtout du côté des parents, tout en menant une campagne d'information et d'éducation appropriée. On devrait également chercher à décourager les auteurs potentiels, grâce à des campagnes d'information sur les conséquences judiciaires et les sanctions auxquelles ils s'exposent. Toutefois, si de telles campagnes pourraient donner de bons résultats avec les auteurs potentiels qui agissent sporadiquement et par curiosité, il faut reconnaître qu'elles n'entraînent aucun changement de comportement chez les pédophiles. Quant aux actions des médias et aux campagnes d'information axées sur l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales, il importe de veiller à ce qu'elles soient évaluées par des experts qualifiés dans ce domaine, de façon à réduire les risques

d'une nouvelle victimisation fortuite des enfants. En effet, il est arrivé que l'intérêt des médias, pourtant bien intentionnés, ait augmenté l'attrait des enfants victimes de tels actes pour les pédophiles et soient devenus pour eux des objets obsessionnels.

104. Les moyens de communication électroniques offerts par les réseaux informatiques permettent aux pédophiles d'entrer en contact avec leurs semblables afin de justifier leurs actes et leur comportement. Souvent, ces communications leur permettent d'assumer leurs actes. Toutefois, on a constaté que les pédophiles préféraient l'image animée et le son de la vidéo à l'image fixe de l'ordinateur, si bien que leur recours au réseau Internet est essentiellement limité à la communication, tandis que les vidéos contenant des images pornographiques impliquant des enfants sont envoyées par la poste. Grâce aux progrès informatiques qui permettent la transmission par ordinateur d'images animées et de sons, le réseau Internet ouvre de nouvelles voies aux pédophiles.

A. Définition de la pornographie impliquant des enfants

105. Comme indiqué plus haut, le réseau Internet rend caduque la définition que la plupart des législations nationales donnent de la pornographie impliquant des enfants, à savoir la représentation visuelle d'un enfant dans la réalité. Le Rapporteur spécial a constaté avec satisfaction qu'aux Etats-Unis, la loi relative à la pornographie impliquant des enfants avait été amendée le 3 janvier 1996, et que, désormais, la pornographie impliquant des enfants était définie comme "toute représentation d'un enfant, réel ou imaginaire". Le Rapporteur spécial tient également à souligner une évolution similaire au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ainsi qu'au Canada, où la législation vise expressément la pornographie impliquant des "pseudo-enfants", en interdisant le "morphage" d'images d'enfants, c'est-à-dire l'utilisation d'un corps d'enfant surmonté d'un visage adulte, à des fins pornographiques.

106. L'Organisation internationale de police criminelle (Interpol) a adopté la définition suivante de la pornographie impliquant des enfants : "représentation visuelle de l'exploitation sexuelle d'un enfant mettant en évidence le comportement sexuel ou les parties génitales de l'enfant" ¹⁰.

107. Au cours d'entretiens avec les responsables de l'Administration des douanes des Etats-Unis, le Rapporteur spécial a appris que dans trois affaires portées devant les tribunaux, on avait soutenu que la définition légale actuelle de la pornographie ne s'appliquait pas à la pornographie sur support informatique, étant donné que celle-ci n'impliquait pas des enfants réels. Dans deux des affaires, un verdict de culpabilité a été rendu à l'unanimité, et dans la troisième, le verdict de culpabilité a été confirmé par la Cour suprême.

¹⁰Organisation internationale de police criminelle, Recommandations on Offences against Minors, 61ème Assemblée générale, Lyon, 1995.

108. Outre l'impérieuse nécessité d'adapter la législation au progrès technologique afin de combattre l'impunité, le Rapporteur spécial est préoccupé par l'exploitation des enfants, tant comme objets que comme utilisateurs d'images pornographiques sur le réseau Internet.

B. L'enfant en tant qu'objet

109. Le Rapporteur spécial constate avec préoccupation que l'utilisation d'enfants dans la production d'images à caractère sexuel explicite est une forme d'exploitation sexuelle qui provoque des dommages psychologiques et/ou physiques chez les intéressés.

110. La présence sur le réseau Internet d'images pornographiques impliquant des enfants entraîne une victimisation répétée et sans précédent de ceux-ci. Pour reprendre les termes du Congrès des Etats-Unis, "lorsque des enfants sont utilisés dans la production d'images pornographiques, les sévices qui leur sont infligés sont enregistrés de manière permanente et continuent de les hanter toute leur vie" ¹¹. Le Rapporteur spécial est en mesure de confirmer cette préoccupation, ayant constaté durant sa mission que nombre des images pornographiques impliquant des enfants sur le réseau Internet étaient en réalité des images obtenues par scanner à partir de revues pornographiques produites dans les années 70 et 80.

111. Un exemple typique en est la découverte, par l'Administration des douanes des Etats-Unis, d'une petite entreprise de Tucson qui copiait sur le réseau Internet des images pornographiques d'adultes et d'enfants, qu'elle produisait en masse sur des cédéroms vendus 25 dollars pièce. Bien que l'entreprise ait été fermée, les images, ayant fait l'objet d'une publicité sur divers serveurs télématiques et dans des revues informatiques, continueront d'exister sur des milliers de sites Internet et d'être téléchargées sur des ordinateurs personnels. Une fois que de telles images arrivent sur les réseaux informatiques, il n'existe aucun moyen d'empêcher leur diffusion. Or, il est préoccupant de constater que les responsables, en particulier les procureurs et les juges, n'ont pas tous conscience de cette victimisation répétée, qui constitue un facteur aggravant pour la condamnation des auteurs.

112. Comme indiqué plus haut, la législation est rendue caduque par certains progrès techniques, à savoir le "morphage" de corps et d'images d'enfants en vue de créer un enfant virtuel. Que l'image utilisée à des fins de pornographie impliquant des enfants soit réelle ou imaginaire, le Rapporteur spécial est fermement convaincu que les effets restent les mêmes et que la loi devrait s'appliquer de la même manière aux deux cas.

113. Le Rapporteur spécial est également préoccupé par les effets des progrès technologiques qui permettent la transmission par ordinateur d'images animées et sonores. En effet, cela va certainement attirer vers le réseau Internet des clients qui jusqu'à une époque récente ne s'y étaient pas aventurés, préférant les images animés et les sons des bandes vidéos et des films.

¹¹104ème Congrès des Etats-Unis d'Amérique, deuxième session, "Megan's Act", sous-section 1, Conclusions, 3 janvier 1996.

C. L'enfant en tant qu'utilisateur

114. Au cours de ses entretiens, le Rapporteur spécial a entendu des opinions contradictoires sur la facilité avec laquelle un enfant utilisant un ordinateur a accès à des images pornographiques impliquant des enfants. D'aucuns ont fait observer que les images pornographiques d'enfants n'étaient montrées que pendant une période limitée sur des sites bien précis du réseau et qu'on ne pouvait y accéder qu'après de longues recherches, notamment au moyen de mots clés. D'autres ont affirmé que les enfants, étant beaucoup plus à l'aise devant un ordinateur que des adultes, étaient nombreux à pouvoir accéder sans peine à des images pornographiques d'enfants. On s'est toutefois accordé à reconnaître que les pédophiles ne savent que trop bien quand et où trouver leurs victimes.

115. Le Rapporteur spécial a appris que les enfants, qui sont généralement plus versés en informatique que leurs parents ou leurs enseignants, passaient souvent des heures dans les "salons de causerie" du réseau Internet, où ils sympathisent avec d'autres utilisateurs, parlent de leurs problèmes, partagent des secrets et nouent des relations d'amitié. Or, les enfants et leurs parents ignorent souvent que ces interlocuteurs pourraient être des pédophiles ou des agresseurs et rabatteurs d'enfants qui se font passer pour des adolescents afin d'établir une relation de confiance avec l'enfant. Celui-ci pourrait ensuite être exposé à des images pornographiques, l'objectif étant de banaliser la pornographie impliquant des enfants et de convaincre l'enfant qu'il n'y a rien de mal ou d'illégal à regarder ces images ou à participer à leur tournage. Comme l'a constaté le Congrès, "un enfant qui répugne à avoir des relations sexuelles avec un adulte ou à poser pour des photos à caractère explicitement sexuel peut parfois être convaincu par la vue d'images d'autres enfants qui paraissent 'se divertir' en participant à une telle activité" ¹².

116. Ces dangers soulèvent la question que l'on ne peut manquer de se poser, à savoir comment empêcher les enfants d'avoir accès à ces informations et images potentiellement dangereuses. La réponse à cette question ne va nullement de soi. En réalité, le Rapporteur spécial a posé la même question à la quasi-totalité des experts rencontrés, pensant qu'un pays aussi développé que les Etats-Unis aurait déjà acquis une certaine expérience en la matière. Il semble toutefois qu'au stade actuel aucune réponse ne puisse être donnée. Certains interlocuteurs du Rapporteur spécial, tels que des responsables de l'American Civil Liberties Union, ont souligné que le gouvernement ne saurait limiter l'accès, que ce soit des adultes ou des enfants, à l'information, en l'occurrence au réseau Internet, ou à remettre en question le droit au respect de la vie privée et le droit d'accès à l'information des citoyens.

117. On a cependant estimé que pour faire en sorte que l'enfant ne soit pas exposé à des images pornographiques, les parents devaient prendre leurs responsabilités au sein du cadre familial privé. C'est ainsi que des programmes tels que "Net Nanny" et "V Chip" permettent un accès sélectif aux autoroutes de l'information. Dans les écoles, l'accès au réseau Internet devrait être réglementé de manière à ne pas priver les enfants des avantages éducatifs liés aux autoroutes de l'information et à la connaissance de

¹²Ibid.

l'informatique. Toutefois, le problème devient plus ardu lorsque les mêmes codes d'accès sont utilisés pour tous les groupes d'âge, de l'enfance à l'adolescence.

118. Au cours de la mission du Rapporteur spécial, la Cour suprême est convenue, le 6 décembre 1996, de se pencher sur le Communications Decency Act (loi relative aux bonnes moeurs dans les communications) afin de décider, en juillet 1997, si le Congrès a violé les droits constitutionnels relatifs à la liberté d'expression en tentant de réprimer les outrages à la pudeur sur le réseau Internet. Quelques mois auparavant, à Philadelphie, un tribunal fédéral composé de trois juges avait fait obstacle à l'entrée en vigueur de la nouvelle loi, en concluant qu'elle violerait le droit des adultes d'avoir accès à des matériels de caractère sexuel qui peuvent être inconvenants pour des enfants. La loi fédérale a été considérée comme trop générale car "il n'existe pas de moyens réalistes, pour de nombreux fournisseurs, de vérifier l'âge des personnes qui ont accès à leurs matériels" ¹³.

VII. ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES ET COMMUNAUTAIRES

119. Le Centre sur les enfants et le droit de l'ordre des avocats américain mène des activités de tous ordres (travaux de recherche, élaboration de documents, publications et formation) en matière de protection de l'enfance, en particulier dans le domaine des sévices à enfants. Le Centre, qui surveille la manière dont les procureurs traitent les affaires de sévices à enfants, a élaboré, à l'intention des juges, un manuel sur le traitement des enfants en tant que victimes dans le cadre des tribunaux.

120. L'Organisation nationale d'aide aux victimes, dont le siège est à Washington, dispense une formation et fournit une assistance technique en matière de traitement de victimes de crime, grâce à des permanences téléphoniques et à des services communautaires; elle s'occupe également des enfants victimes d'exploitation et de violences sexuelles. Bien que son principal objectif soit d'informer les victimes et de les orienter vers des spécialistes, elle fournit dans certains cas des conseils en cas de crise et accompagne les victimes au tribunal. Plus de 1 000 bénévoles à travers tout le pays ont déjà suivi une formation en matière d'orientation de manière à pouvoir aider des victimes.

121. Au cours des entretiens du Rapporteur spécial avec des représentants de Child Rights International, organisation non gouvernementale qui entreprend des recherches sur les droits de l'enfant, dont le siège est à New York, il a été proposé de créer un ombudsman pour les enfants ¹⁴. Etant donné que les enfants ne votent pas et ne forment donc pas un électorat dont les suffrages doivent être recherchés, la désignation d'un ombudsman au sein du Gouvernement

¹³International Herald Tribune, "Court to rule on the Internet", 7 et 8 décembre 1996.

¹⁴Pour un examen plus détaillé du concept de l'ombudsman pour les enfants aux Etats-Unis, voir Howard Davidson, Cynthia Price Cohen et L. Girdner, "Establishing Ombudsman Programs for Children and Youth", American Bar Association Center on Children and the Law, Virginie, 1993.

fédéral et des administrations des Etats et des collectivités locales permettrait de disposer d'une "voix pour les enfants" et d'une "oreille" à l'écoute de leurs problèmes ainsi que de ceux de leurs parents, des enseignants et des assistants sociaux. Grâce à une permanence téléphonique et à d'autres moyens, l'ombudsman recevrait les plaintes relatives aux droits de l'enfant et y donnerait suite. Il utiliserait également les médias pour promouvoir les droits de l'enfant et sensibiliser le public à la question.

122. Le Rapporteur spécial a été encouragé de noter que la section américaine de la Campagne internationale pour mettre fin à la prostitution enfantine liée au tourisme en Asie (ECPAT) comptait prendre l'initiative de coordonner l'action des organisations non gouvernementales aux Etats-Unis dans le cadre du suivi général du Congrès de Stockholm. Cela est d'autant plus important qu'il est apparu au Rapporteur spécial que, malgré l'existence d'une multitude d'organisations s'occupant des droits de l'enfant en général dans le pays, rares étaient celles qui axaient leurs efforts sur la question de l'exploitation sexuelle à des fins commerciales.

123. Certaines organisations non gouvernementales, telles que le Children's Rights Project de l'Association François-Xavier Bagnoud, attachaient une grande importance au programme de prévention en faveur des enfants marginalisés, notamment les enfants des rues et les enfants victimes d'exploitation sexuelle. On croit généralement que les enfants des rues et les enfants prostitués sont très peu sensibilisés aux questions de santé, mais le Rapporteur spécial a pu constater une prise de conscience accrue dans ce domaine parmi les jeunes prostitués de San Francisco, par exemple, où les organisations telles que Larkin Street Project mènent des campagnes d'information depuis de nombreuses années. Eu égard à cette évolution positive, il est impératif de redoubler d'efforts pour dispenser une éducation sexuelle et sanitaire, en particulier sur ce qui touche au VIH/SIDA.

124. Le Rapporteur spécial a tenu l'une de ses réunions les plus fructueuses avec une organisation locale opérant dans les rues de l'Etat de New York et dénommée "Paul et Lisa", "Paul" d'après le nom d'un saint et "Lisa" d'après le nom d'une jeune prostituée aujourd'hui décédée. Les éducateurs de "Paul et Lisa" sillonnent les rues à la recherche de jeunes prostitués qui souhaiteraient éventuellement refaire leur vie. Le processus d'instauration de la confiance et de rétablissement de l'intégrité morale de la victime est certes long et coûteux, mais il vaut la peine d'être engagé. Outre qu'elle a aidé plus de 100 jeunes filles prostituées à quitter le trottoir, l'organisation "Paul et Lisa" a mené un travail poussé avec 370 jeunes et a fourni à plus de 3 500 prostitués des informations sur les services de santé et de soutien. Elle a mis en place un programme d'accueil offrant divers services (logement, conseils, formation professionnelle, apprentissage de la vie pratique et programme structuré) aux jeunes qui souhaitent se réinsérer dans la société. Les succès exemplaires obtenus prouvent l'efficacité de tels programmes ciblés à l'échelle locale. Deux des femmes sauvées du trottoir par "Paul et Lisa" sont aujourd'hui médecins et l'une d'elles, mariée et mère de deux enfants, a été récemment élue "mère de l'année" par les habitants de son quartier.

125. L'organisation Covenant House, à New York, gère des centres d'urgence dans 12 villes des Etats-Unis, où des jeunes sans domicile fixe peuvent recevoir des conseils et une assistance sans qu'aucune question ne leur soit posée. Les jeunes qui demandent une aide sont orientés soit vers le Programme en faveur de la mère et de l'enfant, que Covenant House a mis en place pour faire face au nombre croissant de jeunes mères sans domicile fixe, soit vers le programme de formation dit "Rites of passage", qui offre aux jeunes sans domicile fixe une formation dans le domaine du secrétariat, de la sécurité et de la gestion administrative et la possibilité d'entrer en contact avec plus de 600 entreprises privées, pour une formation en cours d'emploi ou une embauche. L'objectif est de permettre à ces jeunes de retrouver leur amour-propre par le travail et l'indépendance économique. Grâce à ce programme, dont le taux de réussite se situe entre 65 et 70 %, les participants disposent pendant deux ans au plus d'un logement, dont le loyer théorique alimente une caisse commune qui sert à verser des apports personnels pour l'achat ultérieur d'appartements indépendants.

VIII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

126. Sur la base du dialogue ouvert et constructif qui a marqué sa mission, le Rapporteur spécial est en mesure de conclure que la prostitution enfantine et la pornographie impliquant des enfants sont reconnues aux Etats-Unis comme des phénomènes réels appelant une action immédiate et concertée aux niveaux fédéral et des Etats.

127. Toutefois, le Rapporteur spécial constate avec préoccupation que, contrairement à ses attentes, il n'existe pas suffisamment de données statistiques et de travaux de recherche sur l'exploitation des enfants à des fins commerciales aux Etats-Unis. Il ne lui est donc pas possible d'indiquer l'ampleur réelle et la prévalence du problème, faute de données suffisantes. C'est pourquoi le Rapporteur spécial prie instamment le Gouvernement des Etats-Unis de rassembler, de manière systématique et exhaustive, les informations et les données sur l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales dans le pays, de façon que l'on puisse mesurer l'ampleur du problème. Comme le Rapporteur spécial l'a indiqué dans ses entretiens avec les représentants du FBI, la lutte contre ce phénomène ne peut être efficace que si on en mesure avec exactitude la nature et l'ampleur réelles.

128. Le Rapporteur spécial voudrait également faire part de sa préoccupation au sujet d'une certaine attitude, qui consiste à minimiser le phénomène de l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales, et à le considérer comme un problème touchant "uniquement" les minorités sociales et ethniques. Il convient de mener des campagnes nationales d'éducation et d'information destinées principalement à éliminer l'opprobre social et les clichés associés à la prostitution enfantine et à la pornographie impliquant des enfants.

129. Le Rapporteur spécial invite également le Gouvernement des Etats-Unis à ratifier sans retard la Convention relative aux droits de l'enfant et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, d'autant plus que cette ratification aurait sans aucun doute un très grand impact sur d'autres pays et contribuerait à obtenir d'ici l'an 2000 la ratification par tous les pays du monde de la Convention relative aux droits de l'enfant.

130. Le Rapporteur spécial est encouragé par les nombreuses initiatives prises aux niveaux fédéral et des Etats pour enquêter sur l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales. A cet égard, il serait souhaitable de donner une publicité nationale dans les médias aux enquêtes ayant abouti, de façon à sensibiliser le public à la question et à décourager les auteurs potentiels de ces crimes. Il convient de briser le silence des enfants victimes de telles pratiques, en suscitant leur confiance dans le système de justice pénale et en mettant fin à l'impunité dont jouissent les auteurs de ces crimes.

131. Le Rapporteur spécial estime que la formation en matière d'application des lois dispensée par le Département de la justice constitue une initiative extrêmement utile. Cette formation, qui repose sur un module global et qui est dispensée au niveau national, devrait également être assurée au niveau international. Grâce à la participation d'observateurs internationaux et à l'échange de données d'expérience nationales et de matériels didactiques, il est possible d'adapter cette formation à différentes situations nationales.

132. Le Rapporteur spécial note l'accent particulier mis sur une approche multidisciplinaire du problème de l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales. Cela signifie qu'outre l'aspect juridique de la question, tous les autres aspects pertinents (recherche, services sociaux, éducation, réadaptation et réinsertion) doivent être pris en compte pour l'élaboration d'une action nationale efficace fondée sur le respect des droits.

133. Dans le cadre de cette approche multidisciplinaire, le Département de la santé et des affaires sociales devrait, de toute urgence, faire en sorte que les programmes d'action locale menés dans la rue en faveur des jeunes menacés de violences et d'exploitation sexuelles soient étendus à l'ensemble du pays. Il devrait également élaborer un module de formation pour les agents de parapsychologie et de l'action sociale, les bénévoles et les éducateurs des rues, dans le but d'apporter une aide aux enfants victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales.

134. Afin de renforcer les mécanismes de prévention et d'intervention en matière d'exploitation des enfants, il convient d'associer plus étroitement les psychologues et psychiatres pour enfants à l'analyse des effets sur ceux-ci de l'exploitation sexuelle, ainsi qu'à la sensibilisation de tous ceux qui participent à la lutte contre ce phénomène. Il faut donc promouvoir une approche multidisciplinaire, notamment dans les tribunaux et au sein du système judiciaire, pour le traitement des enfants victimes de telles pratiques.

135. Des programmes d'éducation sexuelle et de soins de santé, axés en particulier sur le VIH/SIDA et les autres maladies sexuellement transmissibles, devraient être menés en faveur des enfants marginalisés, par les organismes d'action opérant dans la rue, avec le concours des autorités locales.

136. Des programmes offrant aux enfants des rues des solutions de rechange, notamment une formation professionnelle et des emplois, devraient être financés par les autorités locales, en coopération avec le secteur privé.

137. Conformément aux solutions qui lui ont été proposées, le Rapporteur spécial encourage une étude plus poussée de la possibilité de mettre en place au niveau national un ombudsman pour les enfants.

138. Le Rapporteur spécial espère que les associations de juristes et les organisations non gouvernementales s'occupant activement d'enfants victimes de violences mettront également leurs connaissances spécialisées et leurs activités au service de la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales. Il est impératif de mener des travaux de recherche et de rassembler des données afin d'évaluer l'ampleur du problème et les moyens d'intervention dont dispose le système de justice pénale.

139. Le Rapporteur spécial, fermement convaincu du rôle important que peuvent jouer les organisations non gouvernementales et communautaires, souhaiterait que leurs compétences soient mises à profit au maximum. C'est pourquoi, dans le cadre du suivi du Congrès de Stockholm, les Etats-Unis devraient tirer le plus grand parti de l'existence sur leur territoire d'une multitude d'organisations s'occupant de l'enfance. Cela implique une plus grande coordination, dans le but de définir plus clairement les mandats des diverses organisations non gouvernementales, de façon à éviter les chevauchements d'activités en ce qui concerne certaines questions et l'omission d'autres questions liées aux droits fondamentaux des enfants. L'élaboration d'un répertoire national des ONG s'occupant des droits de l'enfant, précisant la vocation de chaque organisation, pourrait se révéler utile à cet égard. Une telle coordination serait également, pour les organisations non gouvernementales, un avantage dans leurs relations avec les donateurs et les organismes de financement.

140. Le Rapporteur spécial constate avec préoccupation que les donateurs, tant publics que privés, financent des programmes en faveur des enfants sans s'assurer que tous les aspects de prévention, d'intervention et de réadaptation sont suffisamment pris en compte. C'est ainsi qu'à San Francisco, faute de foyer d'accueil pour les enfants des rues, des jeunes sans domicile fixe seraient tentés de se faire infecter par le VIH pour avoir droit à la protection sociale et au logement prévus pour les jeunes sans domicile fixe séropositifs. De telles situations doivent être évitées à tout prix et les donateurs sont instamment priés de faire face à l'ensemble des besoins et de ne pas se contenter de financer des projets axés sur les sujets d'actualité.

141. Des programmes d'intervention rapide et de prévention devraient être menés dans les écoles, l'objectif étant de démythifier la vie fascinante des "hôtesses" et de faire prendre conscience des techniques utilisées par les rabatteurs.

142. Conformément aux recommandations formulées au Congrès de Stockholm, le Rapporteur spécial voudrait souligner qu'il importe d'adopter, dans le cadre de la protection des droits de l'enfant, une approche non répressive des enfants victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales et de veiller tout particulièrement à ce que les procédures judiciaires n'aggravent pas le traumatisme déjà subi par l'enfant.

Annexe I

LISTE DE CERTAINES DES PERSONNES/REPRESENTANTS D'ORGANISATIONS
AVEC LESQUELS LE RAPPORTEUR SPECIAL S'EST ENTRETENU
DURANT SA MISSION

Washington

| | |
|---|---|
| M. John Shattuck | Sous-Secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, Département d'Etat |
| Mme Laurie Robinson | Assistant Attorney General, Bureau des programmes de justice, Département de la justice |
| M. Terence Lord M. J. Robert Flores Mme Marsha Liss | Chef par intérim, Procureur principal, Procureur, Section de l'exploitation des enfants et des attentats à la pudeur, Département de la justice |
| M. Ronald Laney | Directeur du Programme relatif aux enfants disparus et exploités, Bureau de la justice pour mineurs et de la prévention de la délinquance, Département de la justice |
| M. Daniel Wright | Agent spécial en chef, Federal Bureau of Investigation, Département de la justice |
| M. Curtis O. Porter | Spécialiste de programme, Bureau des services pour la famille et la jeunesse, Département de la santé et des affaires sociales |
| M. Donald Huycke | Agent spécial chargé de l'Administration fédérale des douanes |
| M. Raymond Smith | Inspecteur, Administration des postes des Etats-Unis |
| Mme Marlene Young | Directrice générale de l'Organisation nationale d'aide aux victimes |
| Mme Lise Yore M. Peter Banks M. Gary Costello | Directrice de la Division internationale Directeur du Programme d'action locale Groupe chargé des enfants exploités, Centre national pour les enfants disparus et exploités |

| | |
|--|---|
| M. Brian Holmgren | Procureur principal, Division des poursuites pénales, Institut américain de recherches en matière de poursuites, Association nationale des procureurs |
| M. Howard Davidson | Directeur du Centre sur l'enfance et le droit |
| M. Clifton Cortez | Directeur du Projet de coordination SIDA |
| M. Penny Wakefield | Directeur du Service chargé des droits et des responsabilités de l'individu, Ordre des avocats américain |
| <u>New York</u> | |
| M. Sadik Raschid | Directeur de la Division des programmes, |
| M. Bertil Lindblad | Chef de la Section pour les enfants vivant dans des conditions particulièrement difficiles, UNICEF |
| M. Frank Kopeski et Mme Nadia Smith | Agents spéciaux, Administration fédérale des douanes |
| M. Mike Pascucci | Officier de police judiciaire, Brigade des mœurs |
| M. Kevin Mannion | Agent de police judiciaire, Brigade des mœurs |
| M. James Held | Agent de police judiciaire, Brigade de lutte contre la pédophilie |
| Mme Margaret Martinez | Agent de police judiciaire, Brigade de lutte contre la pédophilie Département de la police de New York |
| Mme Cynthia Price Cohen | Directrice générale de l'Institut international de recherches sur les droits de l'enfant |
| Mme Lois Whitman | Directrice du Projet relatif aux droits de l'enfant |
| Mme Samya Burney | Projet relatif aux droits de la femme |
| Mme Jeannine Guthrie | Conseil, NGO Liaison (Asia) |
| Mme Yodon Thonden | Human Rights Watch |
| Mme Barbara Mezo | Children Internationally Abducted (Enfants enlevés à l'échelle internationale) |
| Mme Carol Smolenski | ECAPT/USA (Campagne internationale pour mettre fin à la prostitution infantile liée au tourisme en Asie) |
| Mme Myriam Lyons | Coordonnatrice du Projet relatif aux droits de l'enfant, Association François-Xavier Bagnoud |
| M. Frank Barnaba | Président |

| | |
|-----------------------------------|--|
| Mme Daphne Koop | Directrice des projets pour New York, "Paul & Lisa" |
| Mme Beth Haroules | American Civil Liberties Union |
| M. Tom Kennedy | Premier Vice-Président, Covenant House |
| M. Walter Beach | Président, Association pour les Nations Unies |
| Mme Joan Luke Hills | Centre d'information des Nations Unies |
| <u>Tucson/Phoenix (Arizona)</u> | |
| M. Roberto Rodriguez Hernandez | Consul du Mexique à Nogales |
| Mme Maria Elena Orias | Consul du Mexique à Tucson |
| M. Enrique Muñoz Castillo | Consulat du Mexique à Tucson |
| M. Daniel Knauss | Assistant Attorney General |
| Mme Terry Chandler | Chef adjoint de la Division criminelle Bureau du Procureur général |
| M. Grant Murray | Agent spécial chargé de l'Administration fédérale des douanes à Tucson |
| M. David Penrod | Agent spécial |
| M. Steve Bossler | Agent spécial |
| M. Thomas Winkler | Agent spécial en chef |
| M. James Nagle | Agent spécial (Yuma) |
| Mme Judi Coulter | Agent spécial, Administration fédérale des douanes, Phoenix |
| Mme Kathleen Mayer | Procureur adjoint, Pima County (Poursuites contre les auteurs de crimes sexuels) |
| Mme Kathy Rau | Agent de police judiciaire, Département de la police de Tucson |
| Mme Susan Ward | Association pour les Nations Unies |
| <u>San Francisco</u> | |
| M. Terence Hallinen | Procureur |
| Mme Kimiko Burton | Directrice du Conseil municipal de justice pénale |
| M. Patrick White | Inspecteur principal, |
| M. Jere Williams | Inspecteur, |

| | |
|----------------------|--|
| M. Thomas Eisenmann | Inspecteur, Brigade des mineurs Département de la police de San Francisco |
| Mme Norma Hotaling | Directrice du projet SAGE |
| Mme Nancy Petersen | Association pour les Nations Unies |
| Mme Geraldine Abello | Directrice du développement, Hospitality House |
| Mme Judith Griffin | Chef adjoint du Service de probation, Département de probation pour mineurs |
| Mme Denise Albano | Coordonnatrice du programme de postcure, Centre pour les jeunes des rues, Larkin Project |
